

**Emmanuel Macron en Afrique
Ouagadougou - 28 novembre 2017
Discours et revue de presse**



Contact presse :
Madame Stéphanie Baz, chef de projet Communication et relations médias,
stephanie.baz@ipemed.coop, 00 33 1 56 54 30 53

**TRANSCRIPTION DU DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
EMMANUEL MACRON
A L'UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU
Burkina Faso**

—
Mardi 28 novembre 2017

Monsieur le Président ;
Mesdames, Messieurs les Ministres ;
Monsieur le président de l'université Ouagadougou ;
Mesdames, Messieurs les Députés ;
Mesdames, Messieurs.

« Je voudrais tout d'abord exprimer ma profonde reconnaissance au président Kaboré et à Monsieur le président de l'université et à vous tous, mesdames, messieurs, de m'accueillir ici dans votre pays, dans votre région et dans ce lieu où votre présence et vos visages me donnent une vision pleine de promesses d'avenir et qui se construit ici. Merci, Monsieur le président, de l'accueil qui nous est réservé depuis hier soir dans votre pays, de cette journée que nous allons passer ensemble et de m'avoir permis de m'adresser à vous dans ce cadre.

Je suis également reconnaissant à chacun d'entre vous d'avoir suspendu pour quelques heures la tâche la plus précieuse au monde : la construction de l'avenir que vous osez inventer selon la belle formule d'un de vos compatriotes. « Cet avenir que vous osez inventer », vous l'avez reconnue, c'est une formule de Thomas SANKARA à qui je souhaite solennellement rendre hommage.

Alors on m'a dit, ici c'est un amphithéâtre marxiste et panafricain. Donc je me suis dit : « C'est peut-être l'endroit où je dois aller pour m'exprimer. »

Parce que je ne vais pas venir vous dire que nous allons faire un grand discours pour ouvrir une nouvelle page de la relation entre la France et l'Afrique. Ou je ne suis pas venu ici vous dire quelle est la politique africaine de la France comme d'aucuns le prétendent. Parce qu'il n'y a plus de politique africaine de la France !!

Il y a une politique que nous pouvons conduire, il y a des amis, il y a des gens avec qui on est d'accord, d'autres non. Mais il y a surtout un continent que nous devons regarder en face. Alors, il n'est jamais aisé, compte tenu de notre histoire partagée pour un président français de venir parler comme cela de l'Afrique, et je n'aurais pas la prétention ici d'exprimer la complexité et la diversité d'un continent de 54 pays.

D'abord parce que ça a quelque chose de terriblement arrogant d'essayer d'expliquer en quelque sorte qu'il y aurait une unité absolue, une homogénéité complète ; 54 pays, avec autant d'histoire, avec plus encore d'ethnies et de langues, avec des relations qui ne sont pas les mêmes à l'égard de la France et un passé des traumatismes bien souvent différents.

Néanmoins, si je ne veux pas m'improviser historien tout particulièrement dans l'université qui a pris le nom d'un des plus grands historiens du continent, je veux m'exprimer ici au pays des hommes intègres parce que je sais qu'on ne parle pas qu'au Burkina Faso, ni même uniquement à l'Afrique de l'Ouest, ni même uniquement en Afrique francophone ; parce que ces barrières qu'on a longtemps mises dans nos représentations, dans nos lectures politiques, dans nos analyses, ce ne sont plus les barrières de l'Afrique d'aujourd'hui, de la vôtre.

Ces barrières entre une Afrique francophone ou une Afrique anglophone, entre une Afrique du Nord et une Afrique subsaharienne, entre une Afrique francophone et lusophone aussi, toutes ces

barrières-là sont artificielles, elles ne viennent que plaquer en quelque sorte un passé qui doit passer, des représentations qui ont été, des constructions qui doivent évoluer.

Je parlerais donc ici devant vous de l'Afrique comme d'un continent pluriel, multiple, fort, et comme d'un continent où se joue une partie de notre avenir commun.

Je vous parlerais avec sincérité mais aussi avec une profonde amitié. Je suis comme vous d'une génération qui n'a jamais connu l'Afrique comme un continent colonisé.

Je suis d'une génération dont l'un des plus beaux souvenirs politiques est la victoire de Nelson Mandela et son combat contre l'apartheid, chassé par une solidarité panafricaine allant de l'Alger à Rabat, de Luanda à Conakry. C'est cela l'histoire de notre génération.

Aussi je me refuse à toujours revenir sur les mêmes représentations d'hier. Il y a eu des combats, il y a eu des fautes et des crimes, il y a eu des grandes choses et des histoires heureuses. Mais j'ai une conviction profonde, notre responsabilité n'est pas de nous y enfermer, notre responsabilité n'est pas de rester dans ce passé et de vivre l'aventure pleine et entière de cette génération.

Je suis d'une génération de Français pour qui les crimes de la colonisation européenne sont incontestables et font partie de notre histoire. Je me reconnais dans les voix d'Albert Londres et d'André GIDE qui ont dénoncé les milliers de morts du Chemin de fer du Congo, et je n'oublie pas que ces voix alors ont été minoritaires en France comme en Europe.

Je suis aussi d'une génération qui a été impressionnée par la détermination de la jeunesse burkinabè à défendre à deux reprises et parfois au prix de sa vie les acquis de la démocratie et de l'Etat de droit.

Je suis d'une génération où on ne vient pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire, quelles sont les règles de l'Etat de droit mais où partout on encouragera celles et ceux qui en Afrique veulent prendre leurs responsabilités, veulent faire souffler le vent de la liberté et de l'émancipation comme vous l'avez fait ici.

Et je suis d'une génération qui observe, que partout sur le continent africain, la jeunesse africaine réclame avec impatience de participer à la construction du destin de son pays et de la mondialisation. Je suis d'une génération de Français pour qui l'Afrique n'est ni un encombrant passé, ni un voisin parmi d'autres. La France entretient avec l'Afrique un lien historique indéfectible, pétri de souffrance, de déchirements, mais aussi si souvent de fraternité et d'entraide.

L'Afrique est gravée dans la mémoire française, dans la culture, dans l'Histoire, dans l'identité de la France et c'est là une force et une fierté que je veux cultiver, que je veux porter comme un atout de la France, pour la France et pour l'Afrique dans notre rapport au monde.

Je constate qu'il y a un incident technique. Je voudrais juste m'assurer qu'il n'y a pas de troubles qui vont au-delà. Tout va bien ? Que celui qui a pris les étincelles le disent au lieu de se tenir dignement. (coupure de son)

Nous sommes une génération dont les destins mêlés, qu'on le veuille ou non, parce que nous avons cette Histoire commune mais parce que nos parents, nos frères, parfois nos enfants ont fait ce choix d'enjamber les continents et les mers. Et je suis, comme vous, d'une génération convaincue que les diasporas africaines de France sont aussi au cœur de notre ouverture du monde. Et je suis aussi convaincu, comme nombre d'entre vous dans cette salle, que nous ne pouvons simplement nous regarder comme étant à des milliers et des milliers de kilomètres, mais comme étant aussi souvent de sang, d'Histoire et de destins mêlés.

J'entends souvent dire que la force de l'Afrique, c'est sa jeunesse. Quand je vois les chiffres, qu'il s'agisse du Faso comme de toute la région, il est difficile de dire le contraire. Mais permettez-moi de dire que la force de la France, surtout en Europe aujourd'hui, c'est aussi sa jeunesse. Et sa jeunesse, elle est en partie issue de cette Histoire commune. Sa jeunesse, pour partie, elle regarde aussi l'Afrique.

Elle nous écoute quand nous parlons d'Afrique parce que nous lui parlons à elle-même. La jeunesse française est aussi pour partie une jeunesse sénégalaise, ivoirienne, guinéenne, burkinabé, nigérienne, malienne ; elle est aussi tout cela. Et donc lorsque je vous parle de vous, je vous parle aussi de moi.

Enfin, je suis d'une génération profondément européenne. D'une génération qui est fortement attachée à son pays mais aussi à ce qu'il peut construire avec les autres. J'en tire la conviction intime que ce n'est pas simplement un dialogue franco-africain que nous devons reconstruire ensemble, mais bien un projet entre nos deux continents, mais bien une relation nouvelle, repensée à la bonne échelle, où l'Union européenne saura parler et construire avec l'Union africaine et avec l'Afrique tout entière. C'est bien à cette échelle que les choses aujourd'hui se jouent.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai tenu à être devant vous aujourd'hui, ici au Burkina Faso, et dans ce lieu. Un lieu où on ne peut pas tricher, un lieu qui résume les deux visages de l'Afrique : celui de ses formidables opportunités mais aussi celui de ses difficultés, des épreuves, du combat quotidien que chacun d'entre vous mène avec courage pour forger son propre destin. Je ne serai pas du côté de ceux qui voient dans l'Afrique le continent des crises et de la misère, mais je ne serai pas non plus du côté de ceux qui vantent une Afrique enchantée, une Afrique soudainement parée de toutes les vertus et érigée en modèle.

Je ne serai pas de ceux qui se voilent la face et ignorent la difficulté de votre quotidien. De ceux qui ignorent les grèves, les années blanches, les difficultés d'accéder à des manuels, à une bourse, parfois tout bonnement à une vie simple et heureuse. Je serai du côté de ceux qui portent un regard lucide. Ceux qui considèrent que l'Afrique n'est ni un continent perdu, ni un continent sauvé. **Je considère que l'Afrique est tout simplement le continent central, global, incontournable car c'est ici que se télescopent tous les défis contemporains.**

C'est en Afrique que se jouera une partie du basculement du monde. Si nous échouons à relever ces défis ensemble, alors l'Afrique tombera dans l'obscurité, c'est possible. Elle régressera, elle reculera. Mais avec elle, l'Europe aura les mêmes difficultés, parce que s'ouvrira une longue période de migration, de misère, des routes de la nécessité et de la douleur plus encore qu'aujourd'hui.

Mais si nous parvenons à relever ensemble ces défis, si nous sommes à la hauteur de ce grand moment de bascule que nous sommes en train de vivre, alors ici se jouera une partie de la croissance du monde. Alors ici, cette jeunesse sera une jeunesse de réussite et de conquête parce qu'il y a tout à conquérir. Alors ce sera une ère de développement, de croissance et d'opportunités nouvelles pour les Africains comme pour toutes celles et ceux qui voudront à leurs côtés mener cette aventure.

Ce grand moment de bascule, c'est celui où en Afrique, nous devons justement relever tous les défis. Le terrorisme qui a frappé deux fois notre capitale mais qui chaque jour, de manière insidieuse, bouscule les équilibres et la stabilité du pays. Le changement climatique qui ravage le Sahel plus que toute autre région dans le monde, qui au lac Tchad, dans toute la bande sahélo-saharienne, bascule des populations entières, plonge dans la pauvreté la plus complète des femmes et des hommes qui vivaient de l'agriculture, de la vente du poisson ou de routes commerciales qui vivaient depuis des siècles et des siècles.

La démographie, avec 450 millions de jeunes à insérer sur le marché du travail en Afrique d'ici 2050 ; l'urbanisation puisque l'Afrique sera dans quelques années le continent des mégapoles ; et enfin la démocratie, combat que vous avez ici mené et gagné et qui reste le combat d'une grande partie de la jeunesse africaine. Surtout, vous connaissez ce qu'aucun autre continent n'a connu, ce qu'aucune autre génération n'a connu : le cumul en même temps de tous ces défis.

Votre génération a une responsabilité immense, celle de devoir le plus rapidement possible relever ces défis tous ensemble. Vous ne pouvez pas simplement gagner le défi du changement climatique en oubliant les autres, vous ne pouvez pas simplement gagner la bataille contre le terrorisme si, dans le même temps, vous ne gagnez pas celui du développement économique et de la stabilité. C'est tout en

se (coupure de son)... beaucoup d'autres ont échoué, là où beaucoup d'autres se sont dit : « Ce combat n'est pas pour nous. Nous pouvons en faire l'économie », là où beaucoup d'autres s'étaient habitués.

Si je suis venu m'adresser à vous, c'est que beaucoup de choses résident en vous. Je vous en dois quelques-unes. Vos gouvernants vous en doivent aussi beaucoup, mais c'est en vous que réside une partie de la solution. Dans votre volonté de prendre ce chemin, dans votre force de caractère et votre détermination à réussir ce temps de bascule, dans notre capacité ensemble à relever ce défi. La solution ne viendra pas de l'extérieur, mais elle ne viendra pas non plus du statu quo ou des vieilles habitudes.

Je veux être à vos côtés. Celui qui aidera l'Europe à saisir cette chance, celle d'écouter la jeunesse africaine, d'en tirer le meilleur et de mettre son potentiel au profit de l'ensemble du monde. Et cela commence en venant devant vous, à votre écoute, à l'écoute de toutes les voix. J'irai écouter la jeunesse partout où elle se trouve, partout où elle s'exprime. Cet après-midi ensemble dans une école, demain en Côte d'Ivoire puis après-demain au Ghana sur des terrains de football. J'irai partout écouter ce qui s'exprime, ce qui se dit, ce qui se veut. Mais d'autres m'aideront aussi pour entendre votre message et j'ai tenu à ce qu'ils soient présents à mes côtés aujourd'hui.

Ce sont les membres du Conseil présidentiel pour l'Afrique. Pour l'Afrique car ils seront un lien permanent avec vous comme le sont les organisations que je n'oublie pas, qui œuvrent au quotidien sur le terrain aux côtés des populations. Et présidentiel car votre voix me sera restituée sans filtre, sans intermédiaire, sans concession. C'est ce qu'ils ont commencé à faire il y a quelques jours, lorsque nous avons préparé ensemble ce déplacement.

Ce sont des jeunes femmes et de jeunes hommes qui ont accepté de prendre sur leur temps pour venir être, en quelque sorte, vos porte-voix, pour venir à la rencontre, pour venir écouter, partager leur expérience. Non pas me dire ce qu'il faudrait me dire ou ce qu'on dit à un président de la République depuis parfois bien longtemps. Non ! Me dire ce qui se dit, ce qui se ressent, ce qui se veut, ce qui est attendu, ce qui est nécessaire. C'est ce qu'ils continueront de faire en veillant au respect des engagements pris devant vous.

Parce que je suis venu pour prendre des engagements et j'en ai déjà pris. J'ai pris l'engagement d'avoir une France au rendez-vous du défi de développement. Beaucoup de ce que je viens de rappeler et de ce que je vais dans un instant détailler ne serait pas possible si la France n'était pas à la hauteur de ce défi et ne décidait pas d'être à la hauteur en termes d'aide publique au développement. Je sais que c'est très attendu. Aussi ai-je pris l'engagement, dès le début de mon mandat, d'atteindre à la fin de celui-ci les 0,55 % du revenu national brut en termes d'aide publique au développement. C'est un engagement ferme, il est exigeant.

Il est exigeant. Il supposera des efforts, nous les ferons. Parce que ces efforts, c'est la contribution française à la réussite de tout un continent, de nombreux pays, parce que c'est une part de notre réussite aussi. Et donc, dans les prochains mois, une stratégie sera détaillée, préparée par le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, qui année après année, expliquera très précisément comment nous y parviendront avec des engagements financés et avec des financements à la clef.

Mais je ne veux pour autant pas que nous nous arrêtions aux chiffres. L'aide publique au développement, nous savons parfois ce que ça peut dire, ce que cela a pu dire. Un argent qui va trop peu sur le terrain, trop peu justement aux jeunes ou ceux qui en ont le plus besoin. Et donc, cette philosophie qui a été changée il y a plusieurs années en France sous l'autorité de Jean-Michel SEVERINO dont je salue ici la présence, et qui est aujourd'hui portée à la tête de l'AFD, l'Agence Française de Développement par Rémy RIOUX, également à mes côtés, c'est cette transformation que nous avons conduite depuis plusieurs années, conduisant à avoir une politique de développement française plus proche du terrain, plus à l'écoute des besoins, travaillant de manière plus délocalisée au contact des besoins.

Nous devons passer une nouvelle étape, franchir encore un nouveau seuil. Je souhaite que nous réfléchissions dans les prochains mois avec vous peut-être à un nouveau nom, à une nouvelle philosophie, à des nouvelles modalités d'action, comme ce que nous avons su faire ensemble il y a quelques semaines au Sahel avec l'Alliance pour le Sahel. C'est-à-dire savoir avoir une aide publique au développement plus spécifique où nous nous mettons ensemble autour de la table, de manière directe, avec les étudiants, avec les ONG, avec les associations, avec les entreprises et où la France, avec ses partenaires africains, se met en situation d'agréger l'aide multilatérale, l'aide d'autres puissances européennes pour être plus efficace.

Non pas pour avoir des cathédrales que nous construisons à notre gloire, non. Pour poursuivre des projets dont les Africains ont besoin. L'Alliance pour le Sahel lancée en juillet dernier, elle associe l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et le PNUD avec l'ensemble des membres du G5 Sahel. Et elle permet de manière beaucoup plus efficace, avec méthode, d'intervenir ainsi sur le terrain.

C'est ce changement de méthode que je proposerai à tous demain au sommet entre l'Europe et l'Afrique à Abidjan. C'est ce changement de méthode que nous avons commencé mais qui doit se poursuivre de manière indispensable, où nous devons être plus efficace, plus au contact des besoins du terrain, en désintermédiant parfois notre organisation et en ayant davantage collectivement une culture de l'évaluation.

Parfois, notre aide publique au développement ne répond pas aux besoins. Elle fait plaisir à des gouvernements français ou africains. C'est une mauvaise méthode. Elle doit être évaluée ; elle doit être évaluée. Si elle est efficace, il faut la poursuivre. Si elle ne l'est pas, il faut la réorienter vers des projets portés sur le terrain et des projets que nous accompagnerons. C'est cette nouvelle philosophie, cette nouvelle volonté qui accompagnera l'engagement ferme en termes de financement pris par la France.

Mesdames et messieurs, chers amis, les mots sont importants parce qu'ils sont le début d'un choix partagé, d'une histoire partagée, d'un imaginaire commun. C'est pourquoi la proposition avec laquelle je viens devant vous, ce n'est pas de décréter seul une nouvelle étape de notre relation, non. C'est avec humilité de vous proposer d'inventer ensemble une amitié. Nous avons tout pour y parvenir. Une histoire, des liens, des aventures familiales, des passions communes avec tout ce qu'elles emportent. Des déchirements, des volontés folles de faire et surtout une amitié pour agir. Car il s'agit bien ensemble de peser sur les grands équilibres du monde de demain.

C'est cela aujourd'hui ce que, avec vous, je suis venu faire. Proposer d'inventer une amitié pour agir. Et le ciment de l'amitié, c'est de commencer par tout se dire. C'est de ne faire l'impasse sur aucun des périls qui peuvent emporter, de manière irréversible, la stabilité de l'Afrique mais aussi avec elle de l'Europe. C'est de les identifier et chacun de prendre sa part de responsabilité. Le premier péril qui pèse sur chacune de nos consciences, c'est l'atteinte à notre dignité humaine. C'est la responsabilité de dire que les drames qui se déroulent sous nos yeux en Libye sont un crime contre l'humanité.

Elles sont le stade ultime de la tragédie que nous avons laissé prospérer sur ce que j'appelle les routes de la nécessité. Ces routes du Sahel, de la Libye, de la Méditerranée, ultimes car elles nous ramènent au pire désastre de notre histoire partagée : celui de l'esclavagisme, celui de la traite des êtres humains. C'est une histoire complexe, millénaire. Une histoire de l'Afrique avec elle-même et de l'Afrique avec l'Europe. Mais c'est un crime contre l'humanité aujourd'hui sous nos yeux. Il faut le nommer, non pas pour accuser l'autre comme je l'entends parfois. Non pas pour dire : « Le problème est ailleurs. » Non, pour agir avec force, avec vigueur.

Je proposerai demain à Abidjan, lors du sommet rassemblant l'Europe et l'Afrique, aux côtés du président OUARTARA et du président CONDE, une initiative euro-africaines pour mettre un terme à cette stratégie portée par tous ceux qui veulent notre destruction. La stratégie des terroristes, des trafiquants d'armes et d'êtres humains qui conduisent à la tragédie que nous voyons sous nos yeux.

Une initiative qui doit commencer par frapper les organisations criminelles, les réseaux de passeurs qui agissent impunément depuis les centres urbains de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest jusqu'aux côtes européennes.

Je salue, à ce titre, les actions courageuses qui ont déjà été prises par les autorités nigériennes. Je proposerai également que l'Afrique et l'Europe viennent en aide aux populations prises au piège en Libye, en apportant un soutien massif à l'évacuation des personnes en danger. C'est un devoir et c'est le nôtre. D'abord, comme nous l'avons lancé le 28 août dernier à Paris, en ayant une action des pays européens et de l'Union européenne en lien étroit avec l'Union africaine dont je salue sur ce sujet l'engagement, qui consiste au Niger et au Tchad à aller envoyer des missions de l'OFPRA mais aussi de tous les équivalents européens, pour travailler en lien étroit avec le HCR afin d'identifier les femmes et les hommes qui peuvent bénéficier de la protection du droit d'asile. Nous devons, dès là-bas, les protéger et les ramener en Europe.

Nous avons commencé à envoyer les premières missions et je m'engage à ce que la France et l'Europe à ses côtés puisse être à la hauteur de ce défi. Mais dans le même temps, nous devons aussi encourager le travail de l'Organisation internationale des migrations pour travailler avec tous les Etats africains d'origine et aider au retour dans les états d'origine. Nous ne pouvons pas laisser des centaines de milliers d'Africains qui n'ont aucune chance d'obtenir le droit d'asile, qui vont passer parfois des années en Libye prendre tous les risques dans la Méditerranée, courir à ce drame. Il est donc indispensable d'œuvrer pour leur retour et d'aider à cet égard l'Organisation internationale des migrations.

La France a commencé à faire ce travail en lien étroit avec les autorités tchadiennes et nigériennes. Je veux ici remercier les présidents DEBY et ISSOUFOU. Mais face à l'ampleur de la tragédie qui est sous nos yeux, il faut changer d'échelle dans notre mobilisation. Alors que la Libye cherche encore la voie de sa stabilisation, nous ne pouvons laisser les autorités libyennes affronter seules ce défi. Nous avons là l'opportunité, le devoir historique de donner un sens concret au partenariat entre l'Europe et l'Afrique. La France sera au rendez-vous. Je souhaite que l'Europe tout entière le soit.

Le deuxième impératif c'est la lutte contre le terrorisme. Je le dis ici parce que nous avons ce destin tragique en comment ; nos deux pays durant ces dernières années ont été bousculés, frappés meurtris par le terrorisme.

Nos deux pays ont été frappés et meurtris par un terrorisme islamiste qui s'est construit dans la zone irako-syrienne, qui s'est construit aussi aujourd'hui dans la bande sahélo saharienne.

La France a été à vos côtés au rendez-vous, et je salue ici la décision courageuse prise par mon prédécesseur François HOLLANDE lorsqu'il a décidé de manière extrêmement rapide d'intervenir au Mali pour stopper l'avancée des terroristes.

C'était la bonne décision et l'armée française fait partie des rares armées européenne qui a la possibilité d'agir en si peu de temps. Nous l'avons fait parce que la France a toujours été aux côtés de l'Afrique lorsque sa stabilité, lorsque sa vie était en jeu. Comme l'Afrique a toujours été aux côtés de la France lorsqu'il en était de même pour nous ; est cela notre histoire.

Mais aujourd'hui nous continuons à être présents. Au-delà de la présence de la Minusma c'est bien la force Barkhane présente dans la bande sahélo-saharienne, qui assure la stabilité où des milliers de Françaises et de Français que je veux ici saluer et remercier risquent chaque jour leur vie pour lutter contre le terrorisme dans la région, pour protéger vos enfants, pour vous aider et pour gagner cette bataille contre le terrorisme. Je veux ici avec vous les remercier pour leur courage et avoir une pensée pour leur famille et pour les victimes.

Mais vous le savez, l'ambition des jeunes soldats français de Barkhane c'est de permettre à leurs frères d'armes burkinabés, nigériens, maliens, mauritaniens, tchadiens de rejoindre leur poste et de protéger leurs populations. C'est cela ce qu'ils veulent, c'est cela ce que je veux.

C'est pour cela que nous avons d'ailleurs lancé ensemble la force G5 Sahel. Ces forces ont pour objectif de coordonner les forces armées des pays membres du G5, de pouvoir agir sur le terrain sur les zones frontalières les plus difficiles et répondre au défi comme celui que vous visez ici au Burkina Faso.

Nous devons accélérer ce travail lancé en juillet dernier. La France a apporté son soutien financier, militaire, notre coopération est exemplaire ; nous avons aussi formé, organisé un état-major maintenant intégré.

Les premières expériences ont été faites avec succès. Je veux aujourd'hui que nous puissions conduire les premières victoires des forces du G5 Sahel. Il est indispensable, dans les prochaines semaines et les prochains mois, que ces forces communes en particulier dans le fuseau qui vous concerne conduisent à terrasser ces terroristes, à mener les premières victoires, elles sont indispensables pour vos armées, pour votre population et pour ce chemin que nous menons ensemble contre le terrorisme.

C'est un fardeau que nous partageons et demain ce sont en effet des organisations régionales plus fortes et plus réactives qui ont vocation à prendre le relais. Je sais que c'est aussi la volonté profonde du président de l'Union africaine Alpha CONDE à qui je veux rendre ici hommage et qui n'a jamais ménagé sa peine sur tous les conflits africains pour rendre l'Afrique plus présente dans le règlement de ces conflits.

Mais pour que l'Union africaine soit en effet plus présente et plus crédible encore il faut ces forces régionales militaires crédibles, construites, organisées comme celles que nous sommes en train d'édifier pour le G5.

Et je veux saluer à ce titre la volonté aussi du Rwanda, du Sénégal et d'autres pays africains d'accélérer cette évolution.

C'est le sens de l'histoire. C'est aussi pourquoi je soutiendrai au Conseil de sécurité des Nations Unies l'initiative de l'Union africaine visant à assurer un financement autonome et prévisible aux opérations militaires africaines.

La France poursuivra bien sûr pour accompagner ce travail, les actions de formation que nous menons pour renforcer les capacités sous-régionales.

La troisième menace qui peut miner l'Afrique ce sont les conflits politiques. Les plus optimistes diront que l'Afrique n'a jamais connu aussi peu de conflits entre Etats. Les plus réalistes – parmi lesquels je me compte – observeront que l'Afrique n'a jamais connu autant de conflits internes, autant de blocages, autant d'impasses autour de ces constitutions ou de ces élections.

Dans ce domaine je vous l'ai dit, et je ne vous donnerais pas de leçon. Le président de la République française n'a pas à expliquer dans un pays africain comment on organise la Constitution, comment on organise des élections ou la vie libre de l'opposition.

Je n'attends d'ailleurs pas cela d'un président africain pour ce qui concerne l'Europe. Mais c'est son rôle d'être aux côtés de ceux qui travaillent au quotidien, à rendre la démocratie et l'Etat de droit irréversible. Je pense à ceux qui agissent pour l'éducation, les Droits de l'homme, la justice, la liberté de la presse, je pense aux Etats qui le font et aux gouvernements et je salue l'action du président KABORE, je pense aux ONG, aux journalistes, aux universitaires, à toute cette collectivité du pluralisme démocratique, indispensable pour l'Afrique.

En venant ici, au Burkina Faso, j'ai une seule certitude, que le changement, le renouveau générationnel dans un continent dont 70 % de la population a moins de 30 ans, ce n'est pas une option, c'est une loi mathématique. Et ceux qui pensent que, aujourd'hui, en Afrique, on peut avoir la même politique qu'on a parfois eue depuis des décennies et des décennies, qui voudraient retarder le cours de l'histoire, n'ont pas regardé le Burkina Faso à coup sûr, mais n'ont pas compris qu'il y avait un ferment essentiel à ce changement, leur propre jeunesse, la jeunesse africaine, qui elle est en train de tourner une page.

Alors, j'appliquerai à mes interlocuteurs la même exigence que celle que je me suis fixé à moi-même, celle de préparer l'avenir, celle de faire une place à la jeunesse, celle d'investir en elle, je serai aux côtés de ceux qui font le choix de la responsabilité et pas celui du déni, partout où j'aurai de tels partenaires, je travaillerai avec eux sans calcul. Et c'est le cas ici, cher ROCH. Et partout où cela ne sera pas le cas, la France ne se privera pas d'un lien direct avec la jeunesse, les universités, les ONG, les entrepreneurs pour avec eux construire l'avenir.

Le quatrième péril, c'est l'obscurantisme, c'est l'emprise de l'extrémisme religieux sur les esprits, et là aussi, je n'aurai aucune naïveté. C'est une menace bien plus redoutable parfois que le terrorisme, car elle est massive, diffuse, quotidienne, elle s'immisce dans les écoles, dans les foyers, dans les campus, dans la vie politique. Cette menace n'a pas de frontières, ni de continent, tout simplement, parce qu'elle s'attaque à ce qu'il y a de plus intime, la foi et la religion, pour en détourner le sens, pour en transformer la transcendance en négation de l'autre.

Je n'ai, là-dessus, pas de leçon à donner, moi, qui suis le président d'un pays qui est aussi confronté à un défi de ce type à l'intérieur de mes propres frontières et dans un pays laïc, où la séparation de l'Etat et de la religion est complète, mais je veux ici parler à toutes les consciences, aux vôtres, vous pouvez être totalement athée, laïc, et le revendiquer, vous pouvez croire dans l'islam, la religion catholique, dans l'animisme ou tout autre, vous pouvez être musulman, évangéliste, ne laissez jamais la religion dans laquelle vous croyez faire ce pourquoi elle n'a jamais été faite, ne laissez jamais la religion vous convaincre que c'est une aventure de destruction de l'autre.

Ne laissez jamais, au nom de votre religion, certains faire croire qu'ils pourraient dominer, voire détruire ceux qui ne croient pas ou ne croient pas pareil, ne laissez jamais, au nom de votre religion, asservir les consciences ou les individus. Toutes les religions sont des religions construites sur un message d'amour et d'espoir, elles ont des différences, elles se sont parfois combattues, mais nous avons un devoir, celui de construire des Etats libres, séparés du religieux et d'assurer l'exercice libre des consciences et adultes, mais chaque conscience a un devoir, c'est sa part de responsabilité, c'est de ne jamais laisser sa religion détournée de sa fonction première, je vous le dis, parce que, ici, aussi, votre responsabilité est immense.

Il est temps aujourd'hui de faire barrage à l'extrémisme religieux, il ne faut lui laisser aucun espace en le combattant partout, dans les écoles, dans les universités, dans toutes les formes de citoyenneté, le combattre au quotidien, le combattre dans les discours politiques, et dans l'action. Je veux rendre ici hommage au roi du Maroc pour le rôle éminent qu'il joue, et pour les mots qu'il a su trouver pour provoquer cette prise de conscience, compte tenu du rôle éminent qui est le sien.

Mais la priorité doit être pour nous d'aller encore plus loin dans ce combat, nous devons éradiquer le financement de l'extrémisme et de ses chemins détournés de la religion, c'est le message que j'ai fait passer à nombre d'Etats, qui parfois sont intervenus pour financer, qui des fondations, qui des écoles, qui des mouvements prétendus libres pour parfois conduire au pire. L'Arabie Saoudite a rejoint ce combat, et je veux ici remercier le prince héritier d'Arabie Saoudite qui s'est très clairement exprimé sur ce sujet lorsque je l'ai vu il y a quelques semaines.

Je soutiens sa détermination à fermer toutes les fondations qui pendant plusieurs décennies ont entretenu l'extrémisme en Afrique et en Europe, c'est un mouvement courageux qui aura tout mon soutien, nous le suivons de près, je compte aussi sur le Qatar, la Turquie et l'Iran pour s'engager fermement dans ce combat ; ce sera l'enjeu de notre lutte commune dans les prochains mois. Nous ne devons plus accepter que quelque réseau que ce soit finance dans nos pays de manière directe ou détournée des fondations, des organisations qui nourrissent l'obscurantisme ou l'extrémisme.

Ce sera l'enjeu de la conférence sur la lutte contre le financement du terrorisme, que j'organiserai à Paris l'année prochaine. Mais il ne faut pas simplement fermer les écoles qui enseignent la rupture et la régression. Il faut en ouvrir d'autres qui bâtissent le socle commun de connaissances, qui nous

rassemblent, nous devons bâtir une école qui libère les esprits et non qui les enferme, c'est pourquoi l'éducation sera la priorité absolue du nouveau partenariat que je vous propose.

C'est le sens de mon engagement aux côtés du président MACKY SALL pour co-parrainer la reconstitution du partenariat mondial pour l'éducation, je me rendrai en février à Dakar pour cela. Et j'aurai deux priorités, d'abord, je veux que la France s'engage massivement pour contribuer à la formation des professeurs, le ministre de l'Education nationale qui m'accompagne dans ce déplacement est tout particulièrement engagé dans ce combat, nous prendrons des engagements concrets, mais il est indispensable que la France aide tous les Etats d'Afrique qui le veulent pour réussir cette bataille contre l'obscurantisme, à former les enseignants, et à construire justement la stratégie qui permettra de former les esprits partout sur le territoire.

Ensuite, je serai aux côtés de tous les chefs d'Etat et de gouvernements africains qui feront le choix de la scolarisation obligatoire des jeunes filles. Je défendrai leur choix, et je demanderai à l'Agence française de développement de soutenir en priorité les programmes visant à la scolarisation des jeunes filles, je fixerai, à nos ambassades, l'objectif d'attribuer des bourses d'études en France en priorité à des jeunes filles. N'ayez pas peur, je n'ai pas dit qu'il n'y en aura que pour les jeunes filles, j'entendais cette mâle réaction visant à protester.

Mais je vous le dis avec la même franchise, je regarde avec inquiétude, parfois dans certains quartiers de mon propre pays, la déscolarisation des jeunes filles progresser, et je le vois dans certains pays africains, si l'Afrique veut réussir, et la France avec elle, ce grand basculement du monde, nous devons former tout le monde et éduquer tout le monde, et nous devons éduquer les jeunes filles, nous devons avoir des jeunes filles et des femmes libres, libres de choisir.

Et je vous le dis pour vous, jeunes hommes qui êtes-là, c'est bon pour vous, la société que vous, vous préparez, la société que nous allons construire, ça ne doit pas être celle d'hier, et parfois encore trop souvent celle d'aujourd'hui, ça ne doit pas être une société où ce sont les hommes qui vont dire ce qui est bon pour les femmes, qui vont leur choisir leur destin, qui vont dire : l'éducation est bonne pour moi, mais très peu pour elle. Ce n'est plus acceptable.

Il y a pas de vecteur de progrès plus puissant pour une société que l'émancipation des jeunes filles, le Soleil des indépendances, celui qu'a fait briller Ahmadou KOUROUMA, est porté par une héroïne africaine, qui incarne tous les espoirs d'un continent. Ce sera ma fierté que la France aide à faire briller le Soleil des indépendances de cette nouvelle génération de femmes africaines.

Cela m'amène à un cinquième défi, que nous ne pouvons pas éluder, c'est celui de la démographie. Y a-t-il des voix qui veulent s'exprimer ? Ne pas en parler, c'est irresponsable, dire : tout va bien, Madame la Marquise, c'est formidable, il n'y a pas de problème, on va continuer ensemble comme on a toujours fait, et on va s'apercevoir qu'il y a une démocratie extraordinairement dynamique, mais dans nombre de pays qui déjà n'ont pas la croissance pour faire vivre une génération, une démographie qui fait basculer encore de l'autre côté, c'est ne pas partager une préoccupation que nous devons avoir en commun.

70 % de jeunes, c'est ça l'Afrique, alors, oui, c'est une chance, je vous l'ai dit, j'y crois, si je n'y croyais pas, je ne serais pas là. Mais c'est surtout une immense responsabilité. Alors la démographie, ça ne se décrète pas, et là aussi, ça ne se dicte pas, aucun président ne va dire : ma démocratie doit être celle-ci ou celle-là, et a fortiori pas un président français pour l'Afrique, mais elle renvoie à des choix personnels, intimes, dans lesquels personne ne doit s'immiscer. Et c'est là le cœur du sujet.

Elle doit être un choix, en particulier pour les jeunes filles et pour les femmes, et posez-vous bien la question, partout, vous avez fait 7,8, 9 enfants par femme, est-ce qu'à chaque fois, dans chaque famille, vous êtes bien sûr que c'est le choix de cette jeune femme ? Il y a dans mon pays des familles qui ont fait ce choix, il y a en France des familles où il y a 7, 8, 9 enfants par femme, c'est leur choix, c'est très bien, je n'ai pas à en juger, je n'en parle d'ailleurs jamais. Et je n'ai pas à en juger pour une

famille et une femme africaine, mais je veux être sûr que partout en Afrique, ce soit bien le choix de cette jeune fille ou de cette femme.

Je veux le choix pour une jeune fille de pouvoir, si elle le souhaite, continuer ses études, de continuer à se former, de trouver un emploi, de créer une entreprise, de pouvoir faire ce choix, elle et personne d'autre, je veux partout en Afrique qu'une jeune fille puisse avoir le choix de ne pas être mariée à 13 ans ou à 14 ans et commencer à faire des enfants, non pas parce qu'un président de la République l'aura voulu, parce que vous l'aurez voulu, parce que vous l'aurez voulu, mais nous devons avoir ce débat responsable, fort, celui de la liberté du choix, celui qui va avec la démocratie, celui qui va avec la route que vous avez choisie.

C'est une conviction profonde qui m'a poussé à faire de l'égalité femmes/hommes la grande cause de mon mandat, en France d'abord, où nous avons encore d'énormes progrès à accomplir pour assurer une égalité réelle dans notre société, et c'est une cause que je porte aussi dans mon action internationale, et que je partage avec vous, aujourd'hui, la démographie peut être une chance, mais donc, à condition que chaque jeune fille, chaque femme ait la possibilité de choisir son destin dans nos sociétés, quelles qu'elles soient.

Le défi démographique, c'est bien sûr aussi l'accès de tous à la santé, essentiel combat, dans ce domaine, la France est et restera le deuxième contributeur du Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, je peux vous confirmer ces engagements. Et je tiens ici à rendre hommage à l'engagement du président CHIRAC qui a permis à la France de contribuer aux résultats spectaculaires dans la réduction de ces pandémies. Mais la santé, ce n'est pas seulement l'accès aux médicaments, c'est la mise en place d'un véritable système de santé, comme ont réussi à le faire des pays, comme le Rwanda, et là aussi, dans ce domaine, il faut changer de modèle, l'Afrique n'a pas besoin uniquement qu'on lui envoie des médecins ou des infirmiers étrangers, il le faut parfois, et nous continuerons à le faire, mais ces médecins existent, ils sont formés, et souvent bien formés en Afrique, je pense au Sénégal, je pense à la Tunisie.

Ce dont l'Afrique a besoin, ce sont de financements pour ouvrir des structures de soins où ces médecins pourront exercer avec les meilleures technologies, c'est de développer la télémédecine, les infrastructures indispensables, je demanderai pour cela aux fonds d'investissements privés français, aux assureurs français, de proposer aux pays africains de devenir les actionnaires privilégiés des champions africains de la Santé. Concrètement, je veux que des financements privés français servent demain à ouvrir des cliniques de qualité à Abidjan, Dakar, Ouagadougou. La France doit aussi avoir ce rôle.

Enfin sur la santé, nous nous trouverons aussi aux côtés de ceux qui combattent contre le trafic de faux médicaments, ce fléau parcourt toute l'Afrique, il touche non seulement les malades, mais bien souvent les plus pauvres, dans une injustice au carré, ce combat que la France a initié avec plusieurs autres à Cotonou, en 2009, je souhaite que nous puissions le poursuivre, l'accroître, pour éradiquer ce fléau.

Enfin, la menace qui peut amplifier toutes les autres et les rendre hors de portée, c'est le changement climatique, le changement climatique n'est pas une lubie pour pays développés, ça n'est pas une préoccupation dont certains simplement devraient s'attacher à passer leur quotidien, non, le changement climatique, c'est vital, c'est ce qui peut transformer, bousculer des régions entières, dans le Pacifique, ou en Afrique, l'Afrique, des rives du lac Tchad au bassin du Congo, est tout entière en première ligne des effets du changement climatique, elle peut aussi, mes amis, être à l'avant-garde des solutions, elle peut aussi réussir là où l'Europe n'a pas toujours su apporter les bonnes réponses.

La secrétaire d'Etat m'accompagne ici, et elle mène aux côtés du ministre d'Etat ce combat, c'est pour cela que j'ai souhaité que l'Afrique soit à nos côtés lors du sommet du 12 décembre prochain à Paris. Nous aurons des projets concrets, et en particulier des projets africains, face auxquels nous mettrons des financements concrets, publics et privés, pour permettre d'avoir des résultats rapides.

Je souhaite que la France par ses entreprises et ses opérateurs soit le partenaire privilégié de l'Afrique, dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques. Je pense en particulier aux énergies renouvelables, c'est le sens que je donnerai en inaugurant demain, avec le président KABORE, la centrale solaire de Zagtoui. Avec ce projet, j'ai la fierté de penser que la France et d'autres pays européens pourront ainsi contribuer aux côtés du gouvernement burkinabè à changer un peu la vie, à changer le quotidien des coupures d'électricité, à rendre l'énergie plus accessible, mais aussi plus propre.

La lutte contre le réchauffement climatique doit être le terrain de l'innovation, de l'entrepreneuriat, d'un défi commun où nous devons réussir ensemble, où les formations doivent se multiplier, où les investissements nouveaux doivent se multiplier, ça n'est pas simplement quelque chose que vous allez avoir à subir, comme la planète entière, non, c'est un défi dans lequel nous devons ensemble réussir.

C'est pour cela que je veux que l'Afrique soit un lieu d'innovations radicales, de financement de ces innovations radicales dans la lutte contre le réchauffement climatique, et que l'Afrique prenne toute sa part, non seulement le 12 décembre prochain à Paris, mais dans le cadre du pacte mondial pour l'environnement, que la France a lancé et qui doit être porté dans le cadre de l'ONU. Je pense aussi à la ville durable, 500 millions d'urbains en plus sur le continent en 2025, personne n'a jamais relevé un tel défi. Ce sera votre défi, le nôtre. Cela peut être une chance et cela peut être une catastrophe.

Pour ma part, j'ai la conviction que c'est en Afrique qui est en train d'être inventée la ville durable de demain. C'est pourquoi je ferai de la ville durable l'enjeu du prochain sommet entre l'Afrique et la France, que j'accueillerai en France, en 2020. Ce sera pour moi l'opportunité, non seulement de réunir les chefs d'Etat et les gouvernements, mais d'élargir cette rencontre à d'autres acteurs, comme les maires des grandes agglomérations françaises et africaines, les entreprises, la société civile, pour que, là aussi, il en ressorte des partenariats concrets, qui nous permettront de réussir ce défi de la ville durable, qui nous permettront d'inventer avec innovation ce défi de la ville africaine du 21ème siècle, c'est indispensable.

Mesdames, Messieurs, chers amis, face à ces menaces, vous le voyez, il y a une réponse, celle d'une action résolue, lucide partagée, sur chacun des défis que je viens d'évoquer, en vous présentant avec franchise, l'importance de ce qui est à faire de part et d'autre, moi, je ne vous donne pas de leçon, je vous dis quelle sera ma part, je vous dis aussi avec beaucoup de franchise, quelle sera la vôtre, les habitudes qu'il faudra parfois rompre, les faux discours dans lesquels nous nous étions parfois enfermés.

Mais il y a aussi quelque chose d'inédit, un chemin que jamais jusqu'alors nous n'avons emprunté ensemble, celui d'une émancipation en partage, celui d'un risque pris, d'un risque qui était jusque-là caché, que j'évoquais tout à l'heure en creux, celui de la jeunesse, c'est cette part de risque qui nous permettra de créer, d'oser inventer l'avenir, et de faire ensemble deux révolutions fondamentales pour le continent africain, celui de la mobilité, cette révolution profonde, qu'il nous faut repenser, et la révolution de l'innovation.

La révolution de la mobilité, c'est celle qui nous permettra de repenser nos liens, mais aussi la circulation des femmes et des hommes en Afrique, et entre l'Afrique et l'Europe. La mobilité, c'est d'abord celle des étudiants, et je sais ici vos attentes. La France est bien souvent la première destination, je veux qu'elle soit la première destination, non pas par habitude, mais par choix, par désir, pas nécessairement pour l'ensemble des études, mais pour nourrir les échanges entre nos pays, pour cela, je veux que la France vous accueille mieux, cela veut dire offre des places et des formations dans les filières qui correspondent à vos besoins, cela veut dire aussi, offrir les conditions d'une véritable circulation dans la durée. Et j'en prends devant l'engagement aujourd'hui.

Je souhaite que tous ceux qui sont diplômés en France puissent y revenir, quand ils le souhaitent et aussi souvent qu'ils le souhaitent, grâce à des visas de circulation de plus longue durée, parce qu'étudier en France, c'est une relation privilégiée qui doit se prolonger et qui ne doit pas se soumettre

à une date couperet. C'est l'ensemble de cette mobilité que nous devons repenser. Je vois trop souvent des jeunes Africains qui viennent étudier ou en fait demander un visa d'étudiant pour rester en France, ça n'est pas une bonne voie, ça n'est pas une bonne méthode, et la France, dans la durée, ne peut pas les accueillir.

Et là-dessus, je serai intraitable, parce que c'est un contournement, je vois des étudiants qui veulent accéder à des formations en France, pour cela, je leur dis : nous allons mieux adapter les filières pour répondre à vos besoins. Et puis, je vois deux aberrations, une fois qu'ils ont été formés, qu'ils ont étudié en France, que nous avons investi, soit, il y a une date couperet, et ils doivent revenir, alors même qu'ils voulaient poursuivre leurs études en France. Nous devons en finir avec cela et faciliter les carrières, la fluidité et leur permettre de rester plus sagement, même si des améliorations ont été faites ces dernières années.

Mais ils ont parfois peur de revenir dans leur pays, parce qu'ils se disent : si je reviens, je ne pourrai plus revenir en France. Je perds, en quelque sorte, cet avantage d'être déjà là, et ils ne font pas bénéficier leur pays, ils ne font pas bénéficier l'Afrique de ce qu'ils ont appris, et là aussi, c'est une erreur pour tout le monde. Ce visa de circulation de longue durée, c'est celui qui permettra ces allers retours choisis, organisés c'est celui qui permettra cette mobilité de liberté plutôt que cette mobilité de nécessité, et ces chemins terribles que j'évoquais tout à l'heure.

C'est pourquoi mon projet aussi est de contribuer à renforcer la présence de nos établissements ici, en lien et en partenariat avec vous. Renforcer vos établissements et vos cursus universitaires, c'est multiplier les partenariats, les échanges, les formations croisées, les doubles diplômes, qui répondront à vos attentes, et qui nous permettront mutuellement de mieux apprendre l'un de l'autre. J'ai demandé à mes deux ministres, de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation, de travailler au doublement des partenariats universitaires que nous avons avec l'Afrique.

Si l'Ecole Polytechnique lance des partenariats en Côte d'Ivoire, d'autres écoles, d'autres écoles françaises, d'autres universités peuvent aussi le faire, et je me félicite, ici, des efforts entrepris pour un rapprochement entre un établissement d'enseignement supérieur français et l'Ecole d'ingénieurs de 2iE de Ouagadougou. Ce rapprochement – et je vous réaffirme tout notre engagement derrière ce projet – ce rapprochement permettra de renforcer son statut de grande école d'ingénieurs de référence sur le continent africain, dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'environnement.

J'appelle donc les universités et les écoles françaises de commerce, d'ingénieurs, de management à ne pas perdre davantage de temps et à venir à votre rencontre pour développer ces parcours croisés auxquels aspirent nos deux jeunes.

Et ce changement profond qui consiste à revoir, à révolutionner toute notre façon de penser est indispensable. Moi je ne veux pas qu'un jeune Burkinabè dès qu'il se dit « je vais faire des études » n'ait qu'un but : aller faire des études en France ! Non. Je veux qu'il puisse mener toutes ses études au Burkina s'il le veut. Nous devons donc lancer tous ces partenariats ; nous devons multiplier les cours en ligne, les partenariats, les doubles diplômes qui permettront ici à Ouagadougou d'avoir un diplôme d'une université française parce qu'il y aura un partenariat ; et que si il veut et doit aller en France c'est pour faire une formation spécifique ou c'est parce qu'il l'a choisi, pas parce qu'il y est contraint.

Ce changement profond c'est celui que nous vous devons parce que nous vous devons l'accès au même contenu. Si la francophonie a un sens – et c'est le projet qu'elle doit porter – c'est celui de permettre à tous les étudiants francophones d'avoir accès aux mêmes supports pour mener leurs projets et leurs études. C'est pour cette raison que j'ai demandé à l'Agence universitaire de la francophonie d'être à mes côtés, je veux qu'elle devienne la porte d'entrée pour vous donner accès à tous à une bibliothèque numérique des savoirs et des formations.

Nous construirons l'accès à cette bibliothèque à partir des campus numérique francophone. Je sais qu'il y en a, il y en a un ici même à l'université Joseph Ki-Zerbo. Et nous allons les renforcer en impliquant les opérateurs de téléphonie mobile et les fournisseurs d'accès pour vous apporter dans ces campus des meilleurs points de connexion pour un accès de haut débit.

Et l'objectif c'est de pouvoir accéder aux mêmes manuels, aux mêmes contenus à Lyon, à Bordeaux, à Bobo-Dioulasso ou à Ouagadougou. La mobilité ce ne sont pas seulement les études c'est une circulation plus large, une circulation croisée, la circulation choisie des talents.

C'est pourquoi je souhaite que la France puisse accueillir 1000 nouveaux talents africains chaque année dans le domaine de la création d'entreprises, dans la recherche, dans l'innovation dans la culture, dans le sport.

Je vous rassure : pas pour dire qu'ils doivent uniquement aller réussir en France ! Non, pour que la France accélère leur réussite, mais pour qu'ensuite ils puissent revenir, démultiplier leurs efforts, leur réussite ; et que ce passeport Talents et le visa qui va avec, qui permet cette liberté de mobilité permettent à toutes celles et ceux qui sont dans cette salle – qui veulent réussir, transformer – d'avoir accès à la plateforme de la francophonie, d'avoir accès à toutes les facilités de la réussite en France pour démultiplier et revenir tirer le continent africain.

En parallèle, je souhaite que plus de jeunes Français puissent aussi venir travailler en Afrique. Business France augmentera dès 2018 le nombre des jeunes volontaires français travaillant dans des entreprises en Afrique. Et je demanderai également à nos ambassades de recruter davantage de volontaires en privilégiant les candidats qui parlent ou ont commencé l'apprentissage d'une langue africaine.

Le point d'entrée de cette mobilité croisée ce sera ici à Ouagadougou ; La Maison de la Jeunesse que j'ai décidé de créer, un lieu accessible à tous au centre ville de votre capital qui vous sera spécifiquement consacré. Je remercie les autorités burkinabés pour leur appui dans la mise en œuvre de ce projet. Nous allons accélérer fortement dans les prochains mois les choses.

Cette maison de la jeunesse elle sera ouverte avant le 14 juillet prochain et vous pourrez l'inaugurer officiellement à cette date.

Elle rassemblera Campus France, France Volontaires, les instituts de recherche, un incubateur pour les jeunes créateurs d'entreprise ; tout ce qui est à destination de la jeunesse et permettra non seulement de l'accueillir mais de réussir, d'étudier, de faire, d'entreprendre, de s'informer, de se projeter vers le reste du monde. Ce sera pour vous.

La deuxième révolution que nous pouvons conduire ensemble, cette révolution qui permettra le sursaut de la jeunesse, c'est celle de l'innovation et avec elle de l'entrepreneuriat. C'est la seule révolution qui peut apporter les 450 millions d'emplois dont l'Afrique aura besoin d'ici 2050.

Concrètement la France sera au rendez-vous en consacrant plus d'un milliard d'euros pour soutenir les PME africaines. Au travers de cette initiative, l'Agence française de développement, la Banque publique d'investissement – et je remercie les deux dirigeants qui m'accompagnent – mais aussi je le souhaite que les fonds d'investissement privés français seront les premiers partenaires des jeunes entreprises africaines.

Concrètement ce fonds que nous allons créer permettra avec l'Agence française de Développement et la Banque publique d'investissement de faire même peut-être plus qu'un milliard d'euros, je veux que nous puissions multiplié par 10 cet objectif en associant des fonds privés, d'autres partenaires européens, des fonds privés européens pour avoir une enveloppe qui permettra de financer les projets des entrepreneurs, des innovateurs africains.

D'abord dans le numérique, c'est le sens du programme Digital Africa qui permettra d'identifier les start-up africaines les plus prometteuses et accompagnera leur croissance ; mais aussi dans l'agriculture dont l'Afrique a profondément besoin. C'est plus que 60% de la population active, c'est le

secteur dans lequel nous allons continuer et nous devons investir, et cette initiative financera des PME africaines qui accéléreront la transformation de l'agriculture africaine. Partout nous devons par cette initiative et l'aide que nous apportons accélérer ces transformations et ces transitions.

Je veux que l'Afrique soit une priorité de la diplomatie économique française.

De manière générale, cette initiative s'adressera tout particulièrement -vous l'avez compris aussi – aux femmes entrepreneuses.

La France sera également au rendez-vous en investissant dans les infrastructures africaines de demain. C'est le sens des efforts qui ont été menés pour financer de grands projets d'investissement comme le train urbain de Dakar, le métro d'Abidjan où celui de Casablanca.

C'est aussi le sens du fonds doté de 300 millions d'euros pour le soutien à des projets d'infrastructures en Afrique qui conduira ses premiers investissements dans les toutes prochaines semaines.

C'est aussi ce que l'Union européenne et l'Union africaine en particulier avec des opérateurs comme la BAD doivent continuer à développer sur le terrain ; nous devons partout en Afrique développer les infrastructures de la croissance, les infrastructures numériques, les infrastructures de transports et les infrastructures de l'énergie. Ce combat initié pour partie par la France il y a quelques années doit maintenant connaître une nouvelle phase, non plus celle des grandes déclarations, celle de la mise en œuvre avec les grands bailleurs régionaux, avec les banques régionales pour que partout où c'est nécessaire sur le terrain ces infrastructures soient déployées.

Je veux que l'Afrique soit une priorité de la diplomatie économique française que les entreprises françaises investissent davantage en Afrique, pas seulement les grands groupes que vous connaissez mais aussi les PME, les entrepreneurs et plusieurs d'entre eux accompagnent également ma délégation. Plus exactement la constitue.

Pour plusieurs raisons ; parce que je veux là aussi qu'ils changent leur propre regard sur l'Afrique mais qu'ils changent le vôtre. Je veux que le monde économique français et européen qui se déploie, qui investit en Afrique puisse le faire aussi différemment comme le font déjà certains fonds d'investissement ou certains acteurs qui ont initié ce changement de méthode il y a quelques années ; parce que le soutien de l'Etat français, indispensable et qui continuera à leurs côtés, ne sera pas accordé sans contrepartie. En effet, je souhaite que les entreprises françaises soient porteuses d'un partenariat exemplaire, un partenariat exemplaire qui refuse la corruption, qui se plie aux appels d'offres, qui se plie aux règles édictées par les institutions africaines qui comme l'OADA font progresser la bonne gouvernance.

Les entreprises françaises qui viendront investir en Afrique et se développer et qui auront le soutien de l'Etat français seront exemplaires car je leur demanderai aussi d'investir dans la formation professionnelle, ce sera une condition que je fixerai à nos entreprises.

Pour bénéficier du soutien de l'Etat français, elles devront s'engager dans la durée, financer des bourses, s'engager à développer des offres répondant aux besoins de formation et enfin privilégier l'emploi local. Ne vous trompez pas, et je dis à la jeunesse africaine, ne commettez pas les erreurs que nous avons ensemble commis par le passé, il n'y a pas d'Eldorado de l'investissement et de la croissance unilatérale, il n'y a pas de bon investissement d'un Etat ou d'entreprise quand ce ne sont que les intérêts de cet Etat qui sont le but.

La France, elle n'investira plus uniquement pour faire des opérations de gouvernement à gouvernement où il n'y a aucune retombée sur la population locale ; elle n'investira plus pour que des grands groupes participent parfois à des opérations de corruption organisée ; elle n'investira plus pour que la jeunesse n'ait aucune retombée de ce qui se passe et qui s'investit ; elle n'investira plus et leurs entreprises avec pour qu'il n'y ait pas un développement de l'emploi local et des engagements pris ; mais elle sera vigilante avec vous monsieur le président, avec tous les dirigeants et la jeunesse africaine

pour faire en sorte que d'autres ne répliquent pas aujourd'hui, parfois avec une forme de fascination étonnante les erreurs que nous avons commis ensemble hier et qui arrivent à de nouveaux investisseurs, avec des entreprises qui proposent des milliards mais pas un emploi pour les Africains, qui proposent des milliards avec la répétition des mêmes erreurs du passé et qui peuvent sembler être des solutions de facilité pour aujourd'hui mais en répliquant les troubles, les erreurs parfois les crimes d'hier. Cette exigence que j'aurai pour la France je veux que nous l'ayons ensemble pour les investisseurs du monde entier, pour tout le continent africain.

Et la condition de cette innovation c'est la recherche ; je souhaite que les conditions soient créées pour permettre aux chercheurs africains et européens de travailler ensemble des programmes communs. Ce qui a été fait avec succès dans le cadre de l'Union européenne avec le Conseil européen de la recherche doit pouvoir être étendu aux universités africaines.

Nous devons donner les moyens financiers de structurer des réseaux de chercheurs européens et africains. C'est un des sujets que je porterai dans le cadre du sommet d'Abidjan où je serai avec le président KABORE dès demain.

Mesdames et Messieurs, je terminerai par ce qui doit nous permettre ensemble d'écrire cette nouvelle relation d'amitié dans la durée au-delà des menaces, des craintes et de nos intérêts partagés. Aujourd'hui, nous sommes orphelins, nous sommes orphelins en quelque sorte d'un imaginaire commun, nous souffrons d'un imaginaire qui nous enferme dans nos conflits, parfois dans nos traumatismes, d'un imaginaire qui n'est plus le vôtre, n'est plus le nôtre, et je veux reconstruire cet imaginaire commun et d'avenir autour de trois remèdes.

Le premier remède c'est la culture, dans ce domaine, je ne peux pas accepter qu'une large part du patrimoine culturel de plusieurs pays africains soit en France. Il y a des explications historiques à cela mais il n'y a pas de justification valable, durable et inconditionnelle, le patrimoine africain ne peut pas être uniquement dans des collections privées et des musées européens. Le patrimoine africain doit être mis en valeur à Paris mais aussi à Dakar, à Lagos, à Cotonou, ce sera une de mes priorités. Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique.

Ça supposera aussi un grand travail et un partenariat scientifique, muséographique parce que, ne vous trompez pas, dans beaucoup de pays d'Afrique ce sont parfois des conservateurs africains qui ont organisé le trafic et ce sont parfois des conservateurs européens ou des collectionneurs qui ont sauvé ces œuvres d'art africaines pour l'Afrique en les soustrayant à des trafiquants africains, notre histoire mutuelle est plus complexe que nos réflexes parfois !

Mais le meilleur hommage que je peux rendre non seulement à ces artistes mais à ces Africains ou ces Européens qui se sont battus pour sauvegarder ces œuvres c'est de tout faire pour qu'elles reviennent. C'est de tout faire aussi pour qu'il y ait la sécurité, le soin qui soit mis en Afrique pour protéger ces œuvres. Donc ces partenariats prendront aussi toutes les précautions pour qu'il y ait des conservateurs bien formés, pour qu'il y ait des engagements académiques et pour qu'il y ait des engagements d'Etat à Etat pour protéger ces œuvres d'art, c'est-à-dire votre histoire, votre patrimoine et, si vous m'y autorisez, le nôtre.

La culture c'est aussi ce qui doit permettre de changer les regards que nous portons l'un sur l'autre et c'est avec cette ambition que j'ai décidé de lancer en 2020 une Saison des cultures africaines en France. Qu'est-ce que c'est cette Saison ? C'est un constat simple, ce que me disait l'un des membres du Conseil présidentiel, plutôt l'une des membres, c'est de dire c'est formidable en France si on veut connaître l'Afrique on peut aller au musée dit du Quai Branly ou dans beaucoup d'autres musées, on voit l'Afrique que moi je n'ai jamais connue, on voit l'Afrique d'il y a 500 ans ou mille ans mais on ne voit pas la scène artistique contemporaine de l'Afrique et c'est vrai !

Et donc on ne connaît pas l'Afrique, la jeunesse française connaît très mal l'Afrique, elle commence à en connaître la littérature, j'y reviendrai, mais elle en connaît mal la peinture, la vitalité théâtrale, cinématographique, sculpturale, la richesse de toute la création artistique. Et donc cette Saison des cultures africaines en France, inédite, doit permettre de faire connaître à la France, aux jeunes Français la création des jeunes générations africaines dans la mode, dans la musique, dans le cinéma, dans le design.

Je souhaite aussi que cette Saison des cultures soit l'occasion de valoriser une autre forme d'histoire et je le dis avec beaucoup de solennité dans cette université. L'histoire de l'Afrique ne peut pas être seulement écrite par des spécialistes européens de l'Afrique, il convient de valoriser, de poursuivre et d'aider au parachèvement d'une histoire de l'Afrique écrite par les Africains. Je pense d'une part évidemment à l'histoire et l'historiographie africaine qui est indispensable et encore une fois votre université porte le nom d'un de ses artisans éminents mais je pense aussi à l'histoire de l'Afrique par son cinéma.

Les pionniers du cinéma africain de Paulin SOUMANOU VIEYRA à Ousmane SEMBENE se sont battus pour faire émerger la voix d'une Afrique indépendante, libre de porter son propre regard sur elle-même et nous devons continuer d'avoir une culture, une volonté de porter justement ce regard libre. La France en conserve précieusement la trace au sein de la cinémathèque Afrique qui rassemble près de 1.700 films coproduits par la France dans plus de 30 pays. Cette mémoire de l'Afrique et de son cinéma je veux la mettre à la disposition à la fois de la jeunesse africaine et de la jeunesse française, ce sera un des grands objectifs de cette Saison des cultures africaines.

Le deuxième ciment de cette aventure commune c'est le sport, en 2024 la France accueillera le monde entier à Paris et je souhaite que les sportifs français y brillent, je vous rassure, mais je souhaite également que ces Jeux olympiques puissent valoriser l'excellence sportive africaine. Pour cela, les sportifs africains de haut niveau doivent disposer des moyens de pleinement développer leur potentiel. C'est pourquoi j'ai demandé au Comité d'organisation des Jeux olympiques de prévoir dès à présent un plan pour permettre aux sportifs africains de venir s'entraîner en France dans les meilleures installations.

Mais je souhaite aussi que l'Afrique puisse se doter des meilleures installations sportives pour ses sportifs et pour ses jeunes, d'installations durables qui survivent au seul usage d'une compétition internationale. Et donc dans le cadre de l'organisation de ces Jeux olympiques de 2024 je souhaite que nous puissions en lien avec le Comité des Jeux olympiques et dans le cadre de ce partenariat entre l'Union européenne et l'Union africaine organiser le développement et l'investissement dans ces infrastructures sportives et ces installations.

Cette initiative que je souhaite porter d'envergure européenne reconnaîtra le sport comme un puissant vecteur de développement et de croissance des économies africaines. L'économie du sport ce ne doit pas seulement être la vente des maillots même quand ce sont les maillots des meilleures équipes européennes, ce qui est parfois et souvent le cas dans beaucoup de villes en Afrique, même si je ne saurai m'opposer à la vente du maillot de l'Olympique de Marseille, mais cela doit aussi être le développement d'une vraie filière économique ici en Afrique.

Et là aussi en matière de sport il est nécessaire que les jeunes Africains aient les infrastructures qui leur permettent de s'entraîner pour les Jeux olympiques mais que dans cette période de temps qui nous est offerte nous puissions avoir une vraie stratégie commune pour développer ce secteur économique et cette création de richesse. Je porterai dans les prochaines semaines une initiative rassemblant de grands acteurs du monde sportif qui encouragera à la fois les investissements dans le domaine des équipements sportifs et les investissements des sportifs dans l'économie africaine.

Enfin, en nous retrouvant ensemble par ce qui nous unit par-delà ou par avant la culture et le sport dans cet amphithéâtre même le ciment principal qu'il y a entre nous, celui tellement évident qu'on finit par ne plus le mentionner, c'est la langue, j'allais dire la langue française. Oui, c'est bien la langue

française mais à vrai dire il y a bien longtemps que cette langue française, notre langue, n'est plus uniquement française. Elle a parcouru le monde entier et elle est ce qui nous unit. Notre langue française c'est une chance pour nous et notre langue a un avenir, ça n'est pas simplement un patrimoine à protéger et cet avenir se joue pour beaucoup en Afrique, ici.

Son avenir, son rayonnement, son attractivité n'appartient plus à la France. La francophonie c'est un corps vivant, un corps par-delà nos frontières dont le cœur bat quelque part pas loin d'ici. Et je veux que vous ayez conscience de cela, moi j'en suis fier, je suis fier que la langue dans laquelle je suis né, à laquelle je dois tout, la langue dans laquelle on m'a fait grandir, par laquelle je peux convaincre, la langue par laquelle quelqu'un comme moi qui vient d'une famille de province peut devenir président de la République française parce qu'il apporte des arguments et des émotions à d'autres qui à un moment le suivent, ce soit aussi votre langue.

Soyez-en fiers parce que c'est une langue qui va permettre à une jeune fille burkinabé de faire la même chose demain, de convaincre les jeunes de sa génération et de prendre les responsabilités, d'aller conquérir quelque chose qui n'est pas forcément à elle au début, cela nous l'avons en partage. Alors je vous le dis très simplement, faites le vivre, ne la regardez pas comme une langue que certains voudraient ramener à une histoire traumatique, elle n'est pas que cela puisqu'elle est la langue de vos poètes, de vos cinéastes, de vos artistes, vous l'avez déjà réacquise, vous vous l'êtes déjà réappropriée ! La langue française du Burkina-Faso, la langue française du Sénégal, elle n'est déjà plus seulement française, elle est déjà la vôtre, alors portez-la avec fierté !

Et cette francophonie, ce n'est pas la francophonie française, non, elle a depuis bien longtemps échappé à la France. Je veux une francophonie forte, rayonnante, qui illumine, qui conquiert parce que ce sera la vôtre, portez-la avec fierté cette francophonie, défendez-la, mettez-y vos mots, mettez-y vos expressions, transformez-la, changez-la à votre tour ! Parce que je vais vous faire une confession, le français que nous avons appris les uns et les autres a été un moment figé par une académie comme un instrument de pouvoir, même si elle fait un travail formidable évitant certaines dérives de certains qui confondent le combat politique avec l'anecdote du temps.

C'était un travail important mais avant ce Français classique de l'Académie il y avait un français irrigué de tant et tant de patois et de langues vernaculaires, lisez le français de Rabelais, vous vous rendre compte ! Mais le français d'Afrique, des Caraïbes, de Pacifique, ce français au pluriel que vous avez fait vivre c'est celui-là que je veux voir rayonner, portez-le avec fierté, ne cédez à aucun discours qui voudrait en quelque sorte renfermer le français dans une langue morte ou combattre le français comme une langue trop chargée par un passé qui n'est pas à la hauteur du nôtre ! Non, allez avec une francophonie conquérante et je serai à vos côtés !

Pour cela, j'ai décidé que le représentant personnel du président de la République française pour la francophonie ce ne serait pas comme classiquement un ministre, ce serait une personnalité à part, c'est pourquoi j'ai demandé, je remercie d'avoir accepté, à Leïla SLIMANI qui est ici à mes côtés de prendre cette fonction. Parce qu'elle écrit et qu'elle fait vivre cette langue, notre langue, de part et d'autre de la Méditerranée dans des imaginaires mêlés et qu'elle appartient à une génération qui veut cette conquête, qui veut ouvrir cette nouvelle voie en marche, oui.

Et je lui ai demandé d'abord avec vous et toutes celles et ceux qui voudront participer à ce défi, de conduire en lien bien entendu avec l'Académie française dont je veux ici saluer le rôle et l'engagement tout personnel de madame Hélène CARRERE d'ENCAUSSE qui avec beaucoup de rigueur et de détermination porte notre langue française et son exigence, en lien donc avec l'Académie française qu'elle puisse progressivement construire un dictionnaire de la francophonie plus riche, plus large que le français de France mais qui est ce français de la francophonie que nous avons en partage, avec les auteurs, les intellectuels, les créateurs de toute la francophonie.

Je lui ai demandé aussi en s'entourant de plusieurs intellectuels africains, je pense notamment à Alain MABANCKOU, de réfléchir à un nouveau projet pour la francophonie pour en faire un outil de

rayonnement culturel pour la création africaine, un instrument au service de l'intégration économique, c'est cette ambition que nous devons avoir pour la francophonie ! La lutte pour la francophonie c'est la volonté de réinventer dans cette langue que nous avons en commun un avenir heureux, là où nous aurions pu n'avoir qu'un passé fait de traumatismes.

C'est cette volonté de dire nous avons des formidables opportunités de richesses culturelles, de création, d'imaginaire en commun mais aussi d'opportunités économiques parce que nous aurons un espace linguistique d'une puissance inédite à travers tous les continents et au premier chef en Afrique ! Se renfermer sur telle ou telle langue, refuser la langue française pour avoir un effet de mode pour la langue anglaise dans le continent africain c'est ne pas regarder l'avenir ! Le français ce sera la première langue de l'Afrique et peut-être du monde si nous savons faire dans les prochaines décennies, prenons ce défi ensemble, allons-y, portons-le !

Mais je vous le dis non pas comme on donne une leçon, non pas en vous disant « je veux que ce soit ainsi », je vous le dis très simplement, je crois très profondément que c'est bon pour nous tous, mais ça ne dépend que d'une chose, votre volonté, votre détermination.

Je voulais vous dire de cette nouvelle histoire de la francophonie que nous ouvrons avec Leila SLIMANI, de cette nouvelle ambition et j'aurai l'occasion en début d'année prochaine d'en détailler toutes les ambitions et d'expliquer cette nouvelle page de la francophonie qu'avec vous, je veux pouvoir écrire.

Soyons conquérants, soyons ambitieux ; et je serais après demain au Ghana pour illustrer cette approche dans un pays anglophone qui se tourne vers la francophonie, qui fait ce choix, qui fait ce pas en avant.

Je veux ensemble que nous ayons cet esprit de conquête, je veux qu'il y ait une ambition partagée.

Voilà Mesdames et Messieurs au moment de se retirer je crois qu'il est de coutume ici au Burkina Faso de demander la route. C'est ce que je vais faire en vous demandant non seulement la route mais aussi les destinations que nous devons prendre ensemble. Au bout de cette route nous avons le choix entre l'envie de nous retrouver ou la tragédie de nous ignorer. Je vous propose non seulement de nous retrouver, mais de ne plus nous séparer.

Felwine SARR écrit cette belle formule « l'Afrique n'a personne à rattraper, elle ne doit plus courir sur les sentiers qu'on lui indique, mais marcher prestement sur le chemin qu'elle se sera choisie ». Alors marchons ensemble sur ce chemin si vous en êtes d'accord et apprenons à nous aimer fort de notre histoire partagée et de notre devenir commun.

C'est la proposition que je suis venu vous faire aujourd'hui avec beaucoup d'humilité. C'est la même proposition que je ferai demain à mes homologues africains et européens.

Vous ne lirez jamais chez moi des leçons pour l'autre, vous ne lirez jamais chez moi non plus des propos faciles pour faire plaisir, vous l'avez compris, mais vous trouverez toujours une exigence partagée parce que j'ai la volonté de réussir avec vous ; alors quoi que nous puissions en dire demain cette route comme cette destination elle est entre vos mains, parce que c'est vous qui connaissez la route. Je vous remercie. »

REVUE DE PRESSE



Retour sur le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou



Emmanuel Macron lors de son discours à Ouagadougou le 28 novembre 2017.
© REUTERS/Philippe Wojazer

Par **RFI** Publié le 28-11-2017 Modifié le 28-11-2017 à 17:18

Emmanuel Macron a entamé sa première tournée africaine depuis son élection. Ce mardi 28 novembre, il a prononcé devant des centaines d'étudiants son discours de politique africaine à l'université de Ouagadougou, au Burkina Faso. Par la suite, il a répondu à quelques questions. Retour sur l'allocution présidentielle et sur les interrogations des jeunes Burkinabè.

Emmanuel Macron est venu à Ouagadougou, «il a parlé, et après?»

Les médias africains demeurent assez sceptiques après le discours fleuve du président français, jugé démagogique et empreint de «condescendance»

L'amphithéâtre de l'[Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo](#) était bondé, mardi. Huit cents étudiants du Burkina Faso occupaient les lieux, impatients de débattre avec le président français, Emmanuel Macron, qui y a tenu un discours de deux heures, appelant les Africains à résoudre eux-mêmes leurs problèmes. Ce, juste avant que ne s'ouvre ce mercredi en Côte d'Ivoire le cinquième sommet Union européenne (UE)-[Union africaine \(UA\)](#), qui se penchera principalement sur les questions d'immigration et de sécurité, avec l'ambition de donner un meilleur avenir à la jeunesse africaine.

Lire aussi: [Face à l'Europe, les doutes de la jeunesse africaine](#)

«Assumer le passé, en sortir et se tourner vers l'avenir», titre [le site Burkina24.com](#), pour résumer le propos macronien, tenu sur un ton résolument post-colonial et qu'analyse dans tous ses détails [Jeune Afrique](#). Cela n'empêche pas, pour [le président burkinabé, Roch Marc](#)

Christian Kaboré, d'affirmer que «la France est toujours la bienvenue en Afrique», comme le montre sa photo de bannière sur son compte Twitter:



[Twitter.com/rochkaborepf](https://twitter.com/rochkaborepf)

Bienvenue, certes, «malgré les manifestations qu'il a été donné d'observer en marge de son adresse à la jeunesse», à cette génération africaine «désabusée par la France», selon l'entretien que le directeur de publication du site d'information burkinabé Wakatsera.com a donné à Courrier international. «*Veni vidi vici*. Proclamée en l'an 47 avant J.-C., par l'empereur romain Jules César, cette déclaration peut être clamée haut et fort par le chef des Gaulois, qui, par moments», a tout de même «fait exploser l'applaudimètre».

Son «pré carré»

«Ces manifestations, pour le chef de l'Etat, sont du fait que l'Afrique, lorsqu'on y arrive, est traversée par un certain nombre de pensées politiques. Cela représente à ses yeux le caractère démocratique d'un pays où il est permis aux citoyens dans le respect de la légalité de pouvoir donner leurs points de vue, leurs avis, sur ce qu'ils pensent être les relations entre le Burkina Faso et la France.» Ce qui «n'est pas une nouveauté», ajoute le président Kaboré. N'empêche, pour ces manifestants, indique le site d'info Lefaso.net, le président français vient simplement «pour s'assurer que son pré carré se porte bien, il vient se rassurer que les entreprises françaises se portent très bien. C'est tout!»

Wakatsera.com avait prévenu, le «premier des Français» allait débarquer dans une véritable «république des insurgés», où les nerfs sont restés à vif depuis l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 qui ont conduit au changement de régime de Blaise Compaoré, vieux de 27 ans et soutenu par la France. «Les esprits bouillants et les bras fougueux qui ont porté ce

«printemps burkinabé» n'ont pas encore désarmé, et les dieux de la protestation et de la contestation n'ont pas abandonné la patrie de Thomas Sankara», le père de la révolution.

A ce sujet: retrouvez la revue de presse du 27 mai 2015 «La vérité» sur la mort de Sankara? Le Burkina Faso retient son souffle

La bévue sur la clim'

Aujourd'hui plus que jamais, son nom «est mis en avant par les meneurs du front anti-France qui font monter le mercure de la protestation et multiplient les déclarations, conférences de presse et appels à la mobilisation contre la visite du chef de l'Etat français.» Et le jour où celui-ci parle à Ouaga, il commet LA bévue dont toute la presse parle, à propos d'une climatisation défectueuse:



Brut.

[Brut FR](#)

"Il est parti réparer la climatisation."

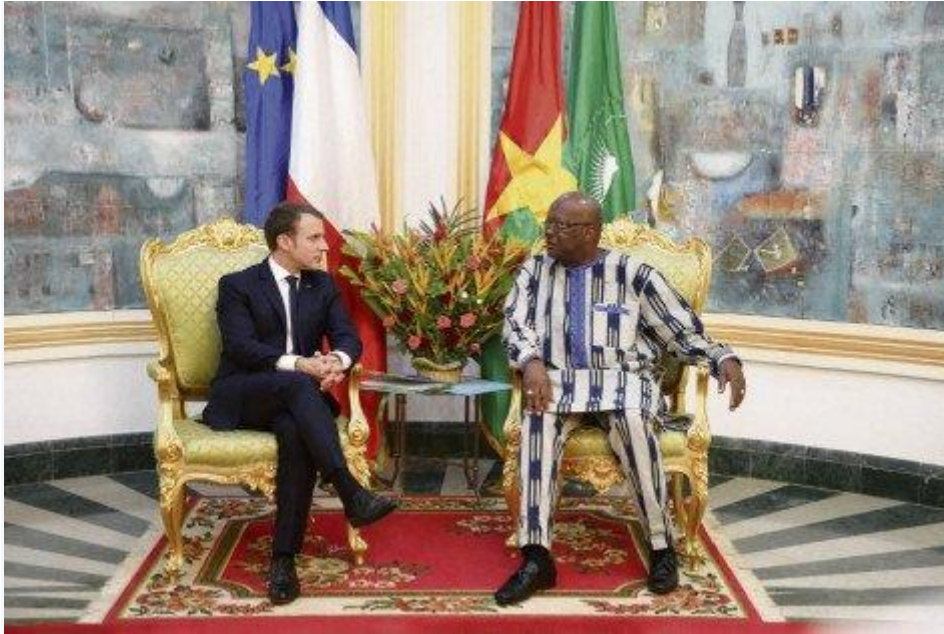
Oui, Emmanuel Macron parle bien du président du Burkina Faso.

[18:37 - 28 nov. 2017](#) [Les Publicités Twitter et confidentialité](#)

D'ailleurs, le titre du *Pays*, journal réputé indépendant du pouvoir politique et qui est le plus populaire du Burkina, proche de l'opposition et spécialiste des éditoriaux au vitriol selon *Courrier International*, est déjà très explicite en soi: «Il est venu, il a parlé, et après?» Le quotidien retient principalement une symbolique forte: «Malgré le climat tendu et l'hostilité ambiante qu'il a été donné de constater, Emmanuel Macron n'a pas craint d'aller livrer son message dans le foyer incandescent de la contestation qu'est le milieu étudiant, même si l'on sait que le dispositif sécuritaire en dissuadait plus d'un et que, comme le requièrent les circonstances, les interventions ont été minutieusement préparées pour ne pas froisser notre hôte.»

Une France «paternaliste»

Dans le détail, «au-delà de la beauté des mots et de l'éloquence de l'orateur du jour, [...] le scepticisme est grand quand on sait que les prédécesseurs de Macron se sont tous illustrés par des discours du genre, mais qui, au *finish*, n'ont rien changé dans les relations entre la France et l'Afrique. A titre d'exemple, depuis Jacques Chirac, tous les présidents ont annoncé la mort de la Françafrique qui, pourtant, leur a à tous survécu. C'est donc dire combien est grande la crainte de voir les déclarations d'intention mourir dans de lointains échos. [...] Ce dont le continent africain a besoin aujourd'hui, ce n'est pas que l'on fasse l'histoire à sa place, mais que la France rééquilibre véritablement ses relations qui restent empreintes de paternalisme, voire parfois de condescendance.»



[l'Humanité.fr](http://l'Humanite.fr)

A lire à la une de l'Humanité ce mercredi : Emmanuel Macron ou le nouveau masque de la Françafrique <http://bit.ly/2ka39Bd>

08:22 - 29 nov. 2017 Les Publicités Twitter et confidentialité

En Guinée, pour le site Ledjely.com, Emmanuel Macron a été «plutôt convaincant». Mais il le serait «davantage s'il venait à concrétiser certains des engagements qu'il a pris [...]». On souhaiterait en particulier que sa promesse d'aider à la moralisation des entreprises françaises évoluant sur le continent africain ne soit pas qu'une simple astuce visant à dénoncer celles, chinoises, qui leur ravissent des marchés juteux. De même, quand on a aussi courageusement dénoncé la colonisation, on ne peut continuer à regarder les anciennes colonies de haut. Du coup, du temps d'Emmanuel Macron, les rapports entre la France et le continent africain doivent être effectivement débarrassés de certaines scories du passé.»

Des lectures antagonistes

Pour le site Gabonreview.com, très critique en ce qui concerne le domaine du développement économique et des milieux affairistes du continent, «le président français a choisi de s'exposer aux regards croisés de trois générations d'Africains. Il a aussi pris le pari de soumettre son projet pour l'Afrique à des lectures antagonistes du passé, du présent et de l'avenir. Mais, il aurait intérêt à considérer l'économie sous l'angle de la gouvernance démocratique.»

Le président français a choisi de s'exposer aux regards croisés de trois générations d'Africains. Il a aussi pris... <http://fb.me/140spn2kx>
00:55 - 28 nov. 2017



[Tournée d'Emmanuel Macron : A quitte ou double - Gabonreview.com | Actualité du Gabon |](#)

[Le président français a choisi de s'exposer aux regards croisés de trois générations d'Africains. Il a aussi pris le pari de soumettre son projet pour l'Afrique à des lectures antagonistes du passé,...](#)
[gabonreview.com](#)

Et *Ledjely.com* de poursuivre: «Ainsi, on peut imaginer que la doléance récurrente de l'UA quant à la gestion des crises africaines, par des troupes du continent, sera un peu plus défendue au sein des instances internationales. Dans la même logique, la gestion de la crise migratoire devrait désormais relever d'une approche plus concertée de manière à prendre en compte le point de vue des pays africains, d'où partent les migrants. Enfin, pour demeurer fidèle à la logique selon laquelle il s'est davantage adressé à la jeunesse du continent africain, Emmanuel Macron, à l'image de Donald Trump, doit démontrer qu'il est réceptif à la clameur sourde qui monte des entrailles de l'Afrique contre le phénomène du pouvoir à vie.»

Emmanuel Macron à Ouagadougou. Des heurts en marge de son discours

Modifié le 28/11/2017 à 17:02 | Publié le 28/11/2017 à 12:54

Écouter



- Emmanuel Macron a été accueilli par des manifestants avant son discours devant 800 étudiants à l'université de Ouagadougou. | Capture / Twitter

- 2929

- Lire le journal numérique

Ouest-France avec AFP

Des manifestants attendaient le Président français, devant l'université de Ouagadougou, où Emmanuel Macron a prononcé un discours devant la jeunesse burkinabé. Une visite en Afrique qui démarre mal alors qu'une grenade a explosé faisant trois blessés parmi des soldats français présents dans la capitale du Burkina Faso.

Des manifestants ont dressé des barricades et incendié des pneus sur la voie menant à l'université de la capitale burkinabé Ouagadougou où le président français Emmanuel Macron est en train de prononcer un discours face à 800 étudiants.

Sur les réseaux sociaux, des habitants ont publié des photos où l'on aperçoit des fumées de pneus brûlés, sur la route que le Président a empruntée pour rejoindre l'université.

Scandant des slogans tel que « **A bas l'exploitation de l'Afrique par l'Occident** », les manifestants ont bloqué des véhicules se rendant à l'intervention du président français, qui a cependant pu accéder au campus et a commencé son discours. Ces manifestants faisaient face à des forces anti-émeutes.



SANGA B. BEN YACINE @SangaBen
Les étudiants protestataires sont gazé à l'université
JKZ. #Burkina #Lwili #macron #Ouagadougou
[11:18 - 28 nov. 2017](#)

Un autre a posté sur son compte Twitter une photo d'un tag anti-Macron dans l'enceinte même de l'établissement où le Président a prononcé son discours.



Kalidou Sv@Kalidoo

Tag aperçu dans le campus de l'université de [#Ouagadougou#MacronOuagadougou](#)
[09:43 - 28 nov. 2017](#)

Une grenade a fait trois blessés parmi les militaires français

Deux heures avant son arrivée sur le sol burkinabé, des militaires français ont été visés par une grenade, faisant trois blessés. **« Vers 20 h, deux individus encagoulés à moto ont lancé une grenade contre un véhicule de l'armée française en route pour Kamboinsé, caserne des forces spéciales françaises, au nord de Ouagadougou »**, a indiqué une source des forces de l'ordre sous couvert d'anonymat.

Mais les militaires ne sont pas les seules cibles. Un minibus de la délégation d'Emmanuel Macron a reçu une pierre, cassant une vitre. Une information confirmée par le porte-parole de la présidence de la république, Bruno Roger-petit, sur son compte Twitter.

Colonisation, émancipation des femmes, patrimoine africain... Ce qu'a dit Emmanuel Macron à Ouagadougou

Modifié le 28/11/2017 à 14:52 | Publié le 28/11/2017 à 12:32 - 0

Écouter



Emmanuel Macron reconnaît « les crimes de la colonisation européenne » | AFP



Emmanuel Macron | AFP

Ouest-France

En visite au Burkina Faso, le président français a prononcé mardi un discours sur les liens entre la France et l'Afrique devant 800 étudiants de l'Université de Ouagadougou. Il a mis l'accent sur une "jeunesse de réussite et de conquête" qui veut agir pour l'avenir de ce continent. Pendant ce temps, des heurts ont été signalés devant l'Université.

Alors que des heurts ont été signalés devant l'Université, Emmanuel Macron s'exprimait mardi 28 novembre devant quelque 800 étudiants de Ouagadougou. Il a d'abord rappelé combien il « **n'est pas aisé compte tenu de notre histoire partagée pour un président français de s'exprimer sur l'Afrique** ». Il a fustigé les « **barrières artificielles** » qui sont dressées par exemple entre l'Afrique francophone et anglophone. « **L'Afrique est un continent pluriel, multiple fort et où se joue une partie de notre avenir commun** ». Voici l'essentiel de ses déclarations.

Ne pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire

Débutant chacune de ses phrases par « Je suis d'une génération », il a expliqué n'avoir pas connu l'Afrique colonisée, mais avoir vécu la victoire de Nelson Mandela. Il a toutefois admis « **les crimes de la colonisation européenne** ».

Il a ainsi déclaré : « **Je suis d'une génération où on ne vient pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire** ». Pour Emmanuel Macron, l'Afrique n'est « **ni un encombrant passé, ni un voisin comme un autre** ».

Il s'est adressé à la « **jeunesse africaine qui réclame de participer** ». Il a rappelé que « **450 millions de jeunes Africains seront à insérer sur le marché du travail d'ici 2020** ».

Il a aussi promis que « **la France ne travaillera plus avec des entreprises qui proposent des milliards mais pas un euro pour les Africains et qui répètent les erreurs et parfois les crimes d’hier.** »

Il a exposé les « **périls** » qui pèsent actuellement sur l’Afrique : l’immigration clandestine, le terrorisme, les conflits internes ou encore l’obscurantisme religieux.

Lutter contre le terrorisme

Emmanuel Macron a dénoncé « **le drame qui se déroule sous nos yeux en Libye** », parlant de « **crime contre l’Humanité** », à propos de l’esclavagisme mis au jour ces

dernières semaines à Tripoli

Relooking express d’une cuisine

48 heures pour rafraîchir une cuisine et la rendre plus fonctionnelle ! Découvrez nos idées et conseils dans le Guide Cuisine 2017.

Il a invité à lutter contre les passeurs et les terroristes et a promis le maintien des forces armées pour endiguer l’action des djihadistes. Le président a aussi annoncé qu’il organiserait une conférence contre la lutte du financement du terrorisme l’année prochaine.

Le président français a aussi fait un long plaidoyer contre l’obscurantisme, invitant à faire barrage contre « **l’extrémisme religieux** ».

« **Je proposerai demain à Abidjan une initiative euro-africaine pour mettre un terme à cette stratégie par tous ceux qui veulent notre destruction : les terroristes, les trafiquants d’armes et d’êtres humains. Une stratégie qui doit les frapper de la corne de l’Afrique de l’Est jusqu’aux portes de l’Europe** », a-t-il dit.

« **Je proposerai également que l’Afrique et l’Europe viennent en aide aux populations en danger en Libye** », a-t-il ajouté. Il a évoqué l’envoi de missions de l’Ofpra, l’Office français de protection des réfugiés et apatrides, pour travailler « **en lien étroit** » avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) « **afin d’identifier les femmes et les hommes qui peuvent bénéficier de la protection du droit d’asile.** »

« **Nous devons les protéger et les envoyer en Europe** », a-t-il insisté.

Favoriser l’émancipation des femmes

Puis c’est en faveur des femmes qu’Emmanuel Macron a longuement pris la parole. Il souhaite soutenir les chefs d’État qui rendront obligatoires la scolarité pour les filles. Il a assuré que des bourses d’études seront proposées prioritairement par la France aux jeunes filles. « **Je serai du côté de tous les chefs d’État qui feront le choix de la scolarisation obligatoire des jeunes filles.** » Une annonce qui a provoqué une réaction de la salle, obligeant le président à préciser que les jeunes hommes y auraient également droit.

Un peu plus tard, il a ajouté combien l'émancipation des femmes était « **un vecteur de progrès** » pour nos sociétés.

Il souhaite aussi que le nombre important d'enfants par femme ne soit pas subi par les jeunes Africaines. « **La démographie renvoie à des choix personnels dans lesquels personne ne doit s'immiscer. Mais elle doit être un choix, en particulier pour les jeunes filles.** » Emmanuel Macron a aussi évoqué la question de la maternité, qui doit être un « **choix** » pour les femmes africaines. « **Chaque jeune fille, chaque femme, doit pouvoir choisir son destin dans nos sociétés.** »

Permettre une mobilité des talents entre France et Afrique

« **1 000 nouveaux talents africains chaque année viendront en France** », annonce Emmanuel Macron, citant différents secteurs. Dans un dispositif appelé « **Passeport talents** », le but est « **que la France accélère leur réussite, pour qu'ils reviennent ensuite dans leur pays** ».

En parallèle, le président de la République souhaite aussi qu'il y ait plus de jeunes Français viennent en Afrique. « **Business France augmentera dès 2018 les places** », promet-il. Pour promouvoir cette mobilité croisée, il annonce qu'une maison de la jeunesse basée à Ouagadougou sera le point d'entrée.

Rendre à l'Afrique son patrimoine

« **Le patrimoine africain ne peut pas rester dans des collections privées en Europe ou en Amérique** », reconnaît Emmanuel Macron. « **D'ici cinq ans, je veux que les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives d'éléments du patrimoine** », a-t-il ajouté sous les applaudissements.

Emmanuel Macron a tenu à marquer la complexité des relations entre la France et l'Afrique dans le secteur de la Culture : « **parfois, ce sont les conservateurs africains eux-mêmes qui ont organisé le trafic** », explique-t-il.

« **L'histoire de l'Afrique ne peut pas être écrite seulement par des experts venus d'Europe ou d'ailleurs** », estime le président de la République. « **Il faut une histoire de l'Afrique écrite par les Africains eux-mêmes.** »

Emmanuel Macron a fait également l'éloge de la francophonie, estimant que « **l'avenir de la langue française se joue en Afrique.** » Il a appelé les étudiants présents à faire vivre la langue française, « **figée à une époque par une académie qui voulait en faire un instrument de pouvoir** ».

Déclassifier les documents sur l'assassinat de Sankara

Emmanuel Macron a promis que tous les documents français concernant l'assassinat de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara en 1987 seraient « **déclassifiés** », à l'issue d'un entretien avec le président du Burkina Roch Marc Christian Kaboré à Ouagadougou.

« Les archives sont aujourd’hui disponibles et ouvertes à la justice burkinabé, sauf pour les documents classifiés et couverts par le secret défense. J’ai pris un engagement clair et je viens de le dire au président Kaboré : ces documents seront déclassifiés pour la justice burkinabé qui aura accès à tous les documents sur l’affaire Sankara », a déclaré le président français lors d’un point presse avant son discours devant les étudiants.

La mort de Thomas Sankara, devenue une figure panafricaine, était un sujet tabou pendant les 27 ans de pouvoir de l’ancien président Blaise Compaoré, qui a succédé au **« père de la révolution »**.

M. Compaoré, qui vit en exil en Côte d’Ivoire depuis 2014, est soupçonné d’avoir participé au complot par de nombreux Burkinabé qui y voient aussi la main de la France, ancienne puissance coloniale qui aurait été gênée par la politique anticolonialiste de Sankara.

Le président français a aussi évoqué le cas de François Compaoré, le frère de Blaise, arrêté en France fin octobre dans le cadre de l’enquête sur l’assassinat en 1998 du journaliste Norbert Zongo, et dont le Burkina réclame l’extradition. **« Son interpellation est le résultat d’une coopération exemplaire entre nos deux justices qui sont toutes deux indépendantes »**. **« Il appartient à la justice française de prendre sa décision, je ferai tout pour faciliter celle-ci »**, a déclaré Emmanuel Macron

à Ouagadougou, au Burkina Faso, première étape de sa tournée en Afrique.

Situation en Libye, poids de l’histoire coloniale, défense de la Francophonie : le président de la République Emmanuel Macron a abordé de nombreux sujets lors d’un discours fleuve tenu à l’université de Ouagadougou, au Burkina Faso.

Sur la situation en Libye

Le président français Emmanuel Macron a annoncé mardi à Ouagadougou qu’il allait "proposer une initiative euro-africaine" pour "frapper les organisations criminelles et les réseaux de passeurs" qui exploitent les migrants subsahariens dont certains sont réduits en esclavage. M. Macron a également annoncé "un soutien massif à l’évacuation des personnes en danger" en Libye, qualifiant la vente de migrants comme esclaves de "crime contre l’humanité".

Sur le poids de l’histoire coloniale

"Il y a eu des fautes et des crimes, des grandes choses et des histoires heureuses", mais "les crimes de la colonisation européenne

sont incontestables", a déclaré le président Macron. C'est "un passé qui doit passer", a-t-il ajouté.

Sur la francophonie

Emmanuel Macron a demandé aux étudiants burkinabés qui assistaient à son discours de ne pas céder à la mode de la langue anglaise, leur demandant de l'aide à faire du Français la première langue dans le monde d'ici plusieurs décennies.

Sur l'éducation des jeunes filles

"Je serai aux cotés des dirigeants africains qui feront le choix de la scolarisation obligatoire des jeunes filles", a-t-il ajouté, précisant qu'il souhaitait que des programmes de bourses scolaires financés par la France "soient données en priorité à des jeunes filles", suscitant des remous dans la salle. "J'entends cette mâle réaction qui proteste", a lancé le chef de l'Etat, mais "je regarde avec inquiétude dans des quartiers de mon propre pays la déscolarisation des jeunes filles progresser". "Nous devons éduquer les jeunes filles, avoir des jeunes filles et des femmes libres. Que les hommes disent ce qui est bon pour les femmes, ce n'est plus acceptable", a-t-il ajouté. "Je vous le dis, jeunes hommes, c'est bon pour vous".

Il a aussi évoqué l'assassinat de Thomas Sankara

Auparavant, le président français avait promis mardi que tous les documents français concernant l'assassinat de l'ancien président burkinabè Thomas Sankara en 1987 seraient "déclassifiés", à l'issue d'un entretien avec le président du Burkina Roch Marc Christian Kaboré à Ouagadougou. "Les archives sont aujourd'hui disponibles et ouvertes à la justice burkinabè, sauf pour les documents classifiés et couverts par le secret défense. J'ai pris un engagement clair et je

viens de le dire au président Kaboré: ces documents seront déclassifiés pour la justice burkinabè qui aura accès à tous les documents sur l'affaire Sankara", a déclaré le président français lors d'un point presse.

Ce qu'il faut retenir du discours d'Emmanuel Macron au Burkina Faso

Le président français a tracé les grandes lignes de sa politique africaine lors d'un discours devant les étudiants de l'université de Ouagadougou, au Burkina Faso, ce mardi 28 novembre. En voici les principaux points.



Le président français Emmanuel Macron et son homologue burkinabé Roch Marc Christian Kaboré, au Burkina Faso, le 28 novembre 2018. / LUDOVIC MARIN/AFP

► La déclassification des dossiers sur l'assassinat de Thomas Sankara

Avec plus de trente minutes de retard et après quelques incidents sans gravité – un minibus de la délégation française a été caillassé, Emmanuel Macron a choisi de commencer son discours par une formule de Thomas Sankara concernant « *la construction de l'avenir que vous osez inventer* ».

À LIRE : [Emmanuel Macron arrive au Burkina Faso dans un climat tendu](#)

Un écho à son annonce plus tôt dans la matinée, où il avait promis la levée du secret défense pour « tous les documents » sur le rôle de la France dans l'assassinat de cet homme d'État burkinabé en 1987. Cette nouvelle a été largement saluée au Burkina Faso.



[Emmanuel Macron](#)

« Cet avenir que vous souhaitez inventer. » Hommage à Thomas Sankara.
[12:21 - 28 nov. 2017](#) · [Burkina Faso](#)

► La fin de « *la politique africaine de la France* »

Attendu sur le fond comme sur la forme, Emmanuel Macron a tenu à se distancier dès le début de son discours de la Françafrique. « *Je ne vais pas vous dire quelle est la politique africaine de la France, car il n'y a plus de politique africaine de la France*, a-t-il débuté. *Il y a un continent que nous devons regarder en face (...) même si je n'ai pas la prétention de parler de l'Afrique dans son ensemble.* »



Emmanuel Macron

Je suis d'une génération qui n'a jamais connu l'Afrique coloniale.

Je suis d'une génération dont un des plus beaux souvenirs politiques est la victoire de Nelson Mandela sur l'apartheid.

C'est ça l'histoire de notre génération.

[12:12 - 28 nov. 2017 · Burkina Faso](#)

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)

Le président français a rappelé que « *les crimes de la colonisation européenne sont incontestables* ». « *La France entretient avec l'Afrique un lien historique indéfectible, écrit de souffrances, de déchirements mais aussi de fraternité et d'entraide* » a-t-il poursuivi, alors même que dans les rues de Ouagadougou certains habitants scandaient « *non à l'impérialisme* ». « *Nous avons le choix entre l'envie de nous retrouver ou la tragédie de nous éloigner* », termina également dans le même ton Emmanuel Macron au bout de près de deux heures de discours.

► Un dialogue au niveau continental

Actant la fin d'une relation entre la France et l'Afrique, Emmanuel Macron a appelé l'Union européenne à s'engager pour un dialogue à un niveau continental. « *C'est à cette échelle que les choses se jouent* », a-t-il martelé avant de développer les principaux défis du continent africain : le terrorisme, le changement climatique, la démographie et le marché du travail, l'urbanisation et la démocratie.

« *L'Afrique est un continent central, global, incontournable, car c'est ici que se télescopent tous les défis contemporains*, a plaidé le président français. *C'est ici que se jouera une partie de la croissance du monde.* » Et pour mieux y participer, Emmanuel Macron a présenté un conseil présidentiel français pour l'Afrique, dont les

membres doivent être les « *porte-voix* » des jeunes africains, qui sont « *en train de tourner une page* ».

Reconnaissant qu' il n' avait « *pas de leçon à donner* » sur le fonctionnement politique des États africains ni sur les tensions internes, Emmanuel Macron a tout de même défendu que son rôle soit « *de rendre la démocratie et l' État de droit irréversible* ».

► Une initiative contre les passeurs en Libye

Emmanuel Macron a annoncé qu' il présenterait mercredi 29 novembre, lors du sommet à Abidjan, une initiative euro-africaine pour mettre un terme aux trafics d' armes et d' être humains. La France apportera son soutien à l' évacuation des « *personnes en danger* » en Libye, où se produisent des « *crimes contre l' humanité* » selon ses mots.

Mais la France va aussi « *travailler avec les États africains pour aider au retour dans les États d' origine* » pour les migrants africains qui ne remplissent pas les conditions du droit d' asile.

► La menace des extrémismes religieux

Autre défi pour le continent africain selon Emmanuel Macron : le péril obscurantiste. Pour lui, la menace des extrémistes religieux sur les esprits est « *parfois plus redoutable que le terrorisme* » et « *s' immisce dans toute la société* » en s' attaquant « *à ce qu' il y a de plus intime, la foi, pour en détourner le sens* ». Pour lutter contre ces pratiques, le président français souhaite plus d' initiatives internationales contre le financement des mouvements extrémistes.

« *La France, pays laïc, est elle aussi confronté à ce défi, je n' ai donc pas de leçon à donner sur ce sujet, a-t-il rappelé. Toutes les religions sont construites sur un message d' amour. Ne laissez jamais la religion en laquelle vous croyez faire ce pourquoi elle n' a pas été faite (...)* Ne laissez jamais certains dominer ou détruire, au nom de votre religion, ceux qui ne croient pas ou ne croient pas pareil ». Il est du devoir des politiques « *de construire des États libres, séparés du religieux* » et du « *devoir de chaque conscience de ne pas laisser sa religion être détournée* ».

► La démographie « *une chance mais surtout une responsabilité* »

Sous le feu des critiques après sa déclaration au G20, où Emmanuel Macron avait estimé qu' il était impossible de développer l' Afrique

à cause de ses « 7 ou 8 enfants par femmes », le président français était attendu sur le sujet et n' a pas dévié de ses propos précédents.

ENTRETIEN : « Vu d' Afrique Emmanuel Macron apparaît comme le "prince de la jeunesse" »

« L' Afrique, c' est 70 % de jeunes et oui c' est une chance mais c' est surtout une immense responsabilité, a-t-il martelé. La démographie doit être un choix, en particulier pour les femmes. Partout vous avez 7, 8, 9 enfants par femme. Êtes-vous bien sûr que c' est le choix des femmes ? (...) Il y a, dans mon pays, des familles avec autant d' enfants et c' est très bien, c' est leur choix. Je veux être sûr qu' en Afrique aussi ce soit bien un choix. »

► La priorité de l' éducation des jeunes filles

« L' éducation est la priorité absolue de ce nouveau partenariat » a défendu le président français, insistant notamment sur l' éducation des jeunes filles « vecteurs de développement de la société ».

Parmi les multiples mesures en matière d' investissement dans l' éducation annoncées par Emmanuel Macron, le président français s' est prononcé pour la mise en place de « visas de circulation de longue durée » pour les Africains diplômés en France. « Étudier en France c' est une relation privilégiée qui doit se prolonger », a-t-il appelé de ses vœux. Les bourses d' études françaises seront également attribuées en priorité aux femmes, a poursuivi le président français provoquant des remous au sein de l' amphithéâtre de l' université de Ouagadougou.



Discours de Ouagadougou : "Macron n'est pas donneur de leçons"

14h03, le 28 novembre 2017, modifié à 15h09, le 28 novembre 2017

Philippe Hugon , directeur de recherche à l'Iris, spécialiste de l'Afrique, décrypte mardi sur Europe 1 le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou.

Le président français Emmanuel Macron [est depuis lundi soir à Ouagadougou](#), au Burkina Faso, première étape d'une tournée africaine de trois jours qui se poursuivra en Côte d'Ivoire et au Ghana. [Dans son discours prononcé dans une ambiance tendue](#) - des manifestants ont dressé des barricades et incendié des pneus sur la voie menant à l'université de la capitale burkinabè dans laquelle il s'exprimait - Emmanuel Macron [a cherché à convaincre une jeunesse africaine](#) de plus en plus hostile à la présence française sur le continent. Le président français a affirmé que [les crimes de la colonisation européennes étaient incontestables](#).

"Ce qu'essaye de faire Emmanuel Macron, c'est justement de répondre à un ressentiment", analyse mardi Philippe Hugon, directeur de recherche à l'IRIS, spécialiste de l'Afrique, [invité dans Europe Midi](#). "On voit bien qu'Emmanuel Macron veut rompre avec ce qu'on a appelé la Françafrique. Dire que dans sa génération, on est dans un autre projet, qui est un projet commun et qu' il n'y a pas une politique africaine de la France mais une politique française qui concerne les différents continents mais aussi que l'enjeu c'est de construire un avenir commun", étaye le spécialiste.

Ouverture dans 3

[adikteev](#)

"Un homme d'une nouvelle génération qui s'adresse à des jeunes". "Il a tenu un discours qui est celui d'un homme d'une nouvelle génération qui s'adresse à des jeunes, qui représentent la majorité de la population. Car l'âge médian en Afrique est de 20 ans en moyenne et que l'on a dans les pays sahéliens un âge encore plus jeune compte tenu de la faible transition démographique", rappelle Philippe Hugon.

"Il n'est pas donneur de leçons". Pour le spécialiste, le président Macron a tenu un discours à l'opposé de celui de Nicolas Sarkozy, qui à Dakar en 2007, [avait affirmé que l'homme africain n'était pas assez entré dans l'histoire.](#) " Il s'adresse à la jeunesse, aux étudiants, il ne s'adresse pas aux professeurs", pointe-t-il. "D'autre part, il tient le discours opposé (à celui de Nicolas Sarkozy), à savoir l'Afrique a un passé qu'elle doit gérer mais c'est aussi un continent du futur, un continent où les opportunités sont très grandes". Philippe Hugon a également noté le ton du président et son attitude, souriante : "Il n'est pas donneur de leçons, au contraire, il essaye de construire un avenir commun entre l'Afrique et la France et demain l'Europe."



[Emmanuel Macron](#)

Ce sera ma fierté que la France aide à se lever le soleil d'une nouvelle génération de femmes africaines.

[13:15 - 28 nov. 2017](#) · [Burkina Faso](#)

Des partenariats seront développés dans l'enseignement supérieur et le secteur numérique, et la France accueillera « 1 000 nouveaux talents africains chaque année ».

► Vers une restitution des œuvres africaines aux pays africains ?

« *Le patrimoine africain doit pouvoir être exposé en Afrique* », a défendu Emmanuel Macron avant d'annoncer que la France restituerait, temporairement ou définitivement, les œuvres africaines des musées français d'ici cinq ans.

Le président français a aussi annoncé pour 2020 une « *saison des cultures africaines* » en France, pour mettre en avant la scène artistique africaine contemporaine et non l'Afrique antique des musées.

Enfin, dans une longue diatribe engagée, Emmanuel Macron a défendu la francophonie et le rôle du français dans tous les domaines artistiques. « *Portez la francophonie avec fierté ! Ne cédez à aucun discours qui voudrait enfermer le français comme langue morte !* », a-t-il martelé.

Audrey Dufour



Macron a-t-il causé «un incident diplomatique» lors de sa visite à Ouagadougou ?

Par [Fabien Leboucq](#) – 29 novembre 2017 à 16:44 (mis à jour à 17:02)



Emmanuel Macron accueilli par le président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, à l'aéroport de Ouagadougou le 27 novembre. Photo Philippe Wojazer. AFP

Vous nous avez demandé si une blague d'Emmanuel Macron lors de son discours à l'université de Ouagadougou avait vexé le président du Burkina Faso, qui a quitté la scène pendant plusieurs minutes au cours du discours du président français.

Macron a-t-il causé «un incident diplomatique» lors de sa visite à Ouagadougou ?
Question posée par Nathan, le 29 novembre 2017, sur [Checknews.fr](https://www.checknews.fr)

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Mardi 28 novembre, Burkina Faso. Emmanuel Macron présente, dans l'amphitêâtre de l'université de Ouagadougou, ce que sera la politique française vis-à-vis de l'Afrique durant son mandat. Une fois n'est pas coutume, le président veut rompre avec l'«ancien monde». Il assure ne pas être là pour donner des leçons, et son discours devant les étudiants se poursuit avec une séquence de questions-réponses.

[La prestation – près de deux heures au total – a été remarquée.](#) Aiguilloné par une salle survoltée, le président français ne s'interdit pas les traits d'humour. Répondant à la salve de questions d'une étudiante, Macron se fend d'abord d'une longue tirade de plusieurs minutes. Il conclut en abordant le sujet des coupures d'électricité et de climatisation qui affecte l'université (à partir de 10:44 dans la vidéo) : «*Nous allons demain ouvrir une centrale. J'ai*

dit quel était l'engagement de la France en matière de renouvelable, et l'engagement que nous allons faire en termes d'investissements dans l'entrepreneuriat, dans les entreprises, pour aider justement le Burkina Faso et tous les pays de la région à développer l'énergie et à lutter justement contre les coupures.»

«Il est parti réparer la climatisation»

Et c'est là que débute le passage qui fait l'objet de toutes les exégèses. *«Mais vous m'avez parlé comme si j'étais le président du Burkina Faso !»* Face aux rires et aux applaudissements, Emmanuel Macron s'interrompt et tente de reprendre la parole plusieurs fois. *«Et quelque part, interrogez-vous [...] sur le sous-jacent psychologique qu'il y a derrière votre interpellation et l'enthousiasme que ça a créé, intime le président français. Vous me parlez comme si j'étais toujours une présence coloniale.»*

Et de lancer : *«Mais moi je ne veux pas m'occuper de l'électricité dans les universités au Burkina Faso ! [acclamations, longue pause] C'est le travail du président [applaudissements].»* Le président en question, Roch M.C. Kaboré, décide alors de s'éclipser avec quelques membres de son équipe, ce que remarque Emmanuel Macron, qui lui lance, tout sourire : *«Du coup, il s'en va... Reste là !»* A ce moment-là, l'image de la caméra de France 24 permet d'apercevoir un président burkinabé qui salue d'un geste de la main l'assistance en quittant la scène.

Et Macron enchaîne : *«Du coup, il est parti réparer la climatisation»*, avant de conclure sa réponse *«plus sérieusement»*. Alors qu'un autre étudiant prend la parole, Emmanuel Macron se tourne vers la porte par laquelle Kaboré est sorti, probablement pour s'adresser au staff qui n'a pas quitté la salle avec lui. Il interroge du regard, en montrant la chaise laissée vide par le chef de l'Etat africain. Puis il hoche la tête et se retourne vers l'assistance, manifestement rassuré.

Un «incident diplomatique» pour l'opposition

Le départ d'un chef d'Etat d'une scène publique en plein milieu du discours d'un homologue n'est pas chose courante. Mais le fait que ce départ concorde avec un trait d'humour peu flatteur pour ce chef d'Etat a alimenté toutes les polémiques. *Les Inrocks* y ont vu une *«humiliation»* infligé par Macron à Kaboré, tout comme l'élue Front national Tiffany Joncour, qui a obtenu plusieurs centaines de retweets sur [un message où elle partage un extrait vidéo de la scène](#). Le jour même, *20 Minutes* titre que *«Macron se moque de son homologue»*.

C'est une honte ! Tutoiement, humiliation et moquerie : voilà le comportement du président de la République au [#BurkinaFaso](#) face au président [@rochkaborepf](#) qui quitte la salle.

Va-t-on en entendre parler dans la presse ? pic.twitter.com/j8VrfQgDtX

— Tiffany Joncour (@Tiffany_Joncour) [28 novembre 2017](#)

Le soir même, La France Insoumise, qui disserte de la prestation macronienne dans un communiqué, juge «*indigne*» la remarque sur la climatisation.

Le communiqué de notre groupe [#franceinsoumise](#) sur [@EmmanuelMacron#Ouagadougoupic.twitter.com/LuA4ZHMhcm](#)

— Eric Coquerel (@ericcoquerel) [28 novembre 2017](#)

Le lendemain, le souverainiste Dupont-Aignan s'énerve, [au micro d'Europe 1](#): «*Si un homme de droite, ou le président Sarkozy, ou Donald Trump, s'était comporté au Burkina Faso comme l'a fait Emmanuel Macron, toute la presse ne parlerait que de ça,. Il a été d'une arrogance, d'une violence à l'égard des autorités du Burkina Faso...*» «*Ah oui, la séquence de la climatisation*», l'interrompt le présentateur Patrick Cohen, alors que Dupont-Aignan poursuit sa critique.

[Sur France 2](#), c'est le conseiller régional Front national Nicolas Bay qui y va de son coup de boutoir contre l'attitude d'Emmanuel Macron : «*désinvolture*», «*condescendance*», «*incident diplomatique*»...

Les toilettes étaient à 200 mètres

On peut débattre du bien-fondé des remarques et du ton du locataire de l'Élysée à Ouagadougou. Mais selon les autorités françaises et burkinabées, il n'a vexé personne. Avant même que les réseaux sociaux ne s'enflamment, un conseiller de Roch M.C. Kaboré expliquait sur Twitter : «*Pour rassurer ceux qui n'ont pas eu la bonne information [...] le président Kaboré s'était éclipsé juste pour une petite pause technique, avant de revenir dans l'amphi.*»

Pour rassurer ceux qui n'ont pas eu la bonne information.

Pendant le discours de [@EmmanuelMacron](#), le Président Kaboré s'était éclipsé juste pour une petite pause technique avant de revenir dans l'amphi.

— Thierry HOT (@Hotthierry1) [28 novembre 2017](#)

Les deux hommes ont d'ailleurs conclu la journée sans accroc en visitant une école de Ouagadougou. Et ce mercredi, ils inauguraient ensemble une centrale électrique. Cette même centrale qui devrait permettre d'éviter les coupures d'électricité, de climatisation et les pseudo-incidents diplomatiques.

C'est aussi ce que rapportent les journalistes présents. L'envoyée spéciale du *Parisien* Ava Djamshidi [raconte](#) la sortie du président Kaboré : «*Une fois que ses gardes du corps se sont assuré de la sécurité des toilettes situées à 200 mètres de là, ils sont venus chercher le président burkinabé, pour l'escorter.*» Un récit que confirment, selon la journaliste, «*un officiel français et plusieurs sources concordantes de l'entourage du burkinabé*». Force est d'ailleurs de constater que celui-ci est revenu peu après.

C'est aussi la version qui a été donnée à l'envoyée spéciale de Libération, Maria Malagardis. Elle explique même qu'au lendemain du discours à l'université de Ouagadougou, les portables des journalistes français sur place ont sonné. Au bout du fil, des rédactions inquiètes : «*C'est vraiment un incident diplomatique ?*» Non, répondent les journalistes qui suivent le déplacement de Macron. Eux préfèrent parler de «*pipi gate*».



Discours de Macron à Ouagadougou : rien de nouveau sur le fond, mais une forme qui détonne pour les éditorialistes d'Europe 1

13h41, le 29 novembre 2017

Pour les éditorialistes d'Europe 1, Emmanuel Macron s'est livré à un véritable show à l'américaine. @ Ludovic MARIN / AFP

Pour les éditorialistes d'Europe 1, l'intervention d'Emmanuel Macron mardi, devant des étudiants de Ouagadougou, renouvelle profondément le discours politique sans que le contenu ne marque de franche rupture avec ses prédécesseurs.

VIDEO

[Emmanuel Macron](#) s'adressait mardi [à quelque 800 étudiants de l'université de Ouagadougou](#) au Burkina Faso. L'Elysée avait fait savoir en amont que le président de la République voulait tordre le cou aux fantômes de la "Françafrique" et reposer les bases des relations de la France avec les pays du continent africain. Vincent Hervouët, éditorialiste à Europe 1 sur les questions internationales, et Hélène Jouan, chef du service politique d'Europe 1, ont scruté de prêt l'intervention du chef de l'Etat. Pour eux, la rupture voulue par Emmanuel

Macron s'est moins incarnée dans le contenu de son discours que dans la manière dont le locataire de l'Élysée a fait le show.

Macron brûle les planches et les vieilles lunes du colonialisme

Par Vincent Hervouët, éditorialiste à Europe 1 sur les questions internationales

"Il faut l'avouer, les grands discours, on s'en souvient à peine. Il surnage une phrase de la harangue de Villepin à l'ONU – "le vieux pays d'un vieux continent" -, et de tous les discours de Jacques Chirac, un seul mot, "multipolaire". De Nicolas Sarkozy à Dakar, on se souvient d'un contre-sens sur l'homme africain qui n'est "pas assez entré dans l'histoire". Barack Obama a dit ensuite la même chose à Accra, mais il a fait un tabac. Pourquoi ? Parce que c'est Barack Obama.

Rien de nouveau. Emmanuel Macron a réussi son grand oral mardi, alors qu'il a répété à peu près la même chose que ses prédécesseurs. À savoir que la "Françafrique", c'est fini. Mais que la France reste l'avocat de l'Afrique dans le monde. Que l'Afrique, c'est l'avenir, mais que la démographie, la corruption, le changement climatique, sont des défis à relever ensemble. Bref, il a répété le même refrain mais il a été applaudi. Le discours n'avait rien de visionnaire mais l'allocution de Ouagadougou va rester. Surtout, c'est le jeu des questions-réponses qui a suivi, véritable moment de télé réalité, qui fait sens.

Bête de scène. Car Emmanuel Macron est un formidable chauffeur de salle. On se dit d'abord qu'il aime les discours à l'université : l'Europe à la Sorbonne, l'Afrique à la fac burkinabé, et parce qu'il repasse tout le temps Normale Sup. Mais c'est plutôt sur l'estrade des cours de théâtre de sa première à Amiens qu'il faut aller chercher cette capacité à brûler les planches. Dans l'improvisation, il n'a peur de rien, il l'a dit. Les Africains ont l'habitude des généraux présidents, des capitaines présidents, là ils ont eu le prof président et c'est une vedette.

Table rase du passé. Emmanuel Macron les a désarmés, parce qu'il est nouveau, parce qu'il est de leur génération et qu'il a le culot de se

prétendre étranger au ressentiment qui est né de la colonisation puis de la décolonisation. Il est le président mais il fait comme si le passé de la République ne l'engageait pas, comme s'il était à peine au courant de ces vieilles lunes : l'épopée coloniale et l'amertume qui a suivi. D'ailleurs, quand les Burkinabé lui demandent des comptes sur ce que la France sait du complot contre Thomas Sankara, il répond qu'il n'a rien dans les poches, rien sur la conscience : [il ouvre les archives](#).

Un tour de passe-passe ? L'auditoire s'est laissé prendre par tant de séduction, de cabotinage. Enlevez le soupçon et oubliez la "Françafrique", vous découvrirez que la République cherche à se rendre utile, qu'elle est soucieuse d'équilibres, qu'elle travaille au bien commun. Est-ce que cela suffira à désarmer l'hostilité qui monte contre les Français en Afrique de l'ouest et qu'illustre le caillassage mardi de l'un des minibus du convoi à Ouagadougou ? Est-ce que c'est le début d'une catharsis, pour se débarrasser du refoulé colonial ? Un show télévisé ne suffit pas à faire l'histoire, ni une psychanalyse."

Un show à l'américaine pour renouveler l'expression politique

Par Hélène Jouan, chef du service politique d'Europe 1

"Je ne retirerais rien au propos de Vincent Hervouet. Ce qui était frappant, c'est qu'on ne savait plus très bien à qui s'adressait Emmanuel Macron en parlant cash à cette jeunesse burkinabé, en lui refusant toute position victimaire. "Le passé doit être dépassé", a-t-il balancé. "Pour moi l'Afrique, c'est Mandela, pas le colonialisme". [En lui faisant la leçon mais pas la morale](#), Emmanuel Macron parlait-il à la jeunesse africaine ou à la jeunesse française, traversée parfois, comme il aime à le dire, de "passions tristes" ? Mélange de show, très *entertainment* à l'américaine, avec un soupçon de jouissance narcissique et de discussion franche, cette intervention s'est en tout cas débarrassée des oripeaux des circonvolutions diplomatiques du post ou néocolonialisme.

Le stand-up d'Edouard Philippe. Cet exercice est à rapprocher d'une autre prestation, lundi soir, celle d'Edouard Philippe lors du spectacle des *Live Magazine*, une soirée où journalistes, dessinateurs et

réalisateurs viennent raconter leur histoire sur scène. Sur le programme, un invité surprise, présenté comme "un grand type marrant". Après être resté en coulisses pour se mettre dans l'ambiance, Edouard Philippe a déboulé sur la scène du Casino de Paris. Au centre d'un petit cercle de lumière, tout seul, [le Premier ministre s'est lancé dans un stand-up à la Jamel Debbouze](#).

Un récit drolatique. C'est l'histoire d'un type qui le 24 avril, au lendemain du premier tour de la présidentielle, reçoit un coup de fil du secrétariat d'Emmanuel Macron pour lui proposer une rencontre. S'en suit le récit drolatique de son arrivée sous des couvertures pour ne pas se faire repérer, de la pression qui monte, de la peur panique qui s'empare de lui, quand il subodore ce qui l'attend. Il commence même à perdre du poids. Après l'élection d'Emmanuel Macron, une nouvelle rencontre a lieu, avec des ruses d'espion plus proches d'OSS 117 que de James Bond pour semer les journalistes. La nomination tombe, et le trac s'envole. Edouard Philippe est prêt. Le message politique est clair : "Engagez- vous rengagez vous, si vous voulez transformez votre pays", et au passage faire une cure d'amaigrissement !

Casser les codes. Quel rapport avec l'exercice d'Emmanuel Macron en Afrique, me direz-vous ? Les exercices sont évidemment différents, dans leur contexte et dans leurs publics, mais les deux renouvellent radicalement l'expression politique. La nouvelle génération au pouvoir, la façon décomplexée de parler aux jeunes Africains pour l'un, dans l'autodérision maîtrisée pour l'autre, cherche à casser les codes politiques. Fini le "tout cela doit rester secret, cela ne vous regarde pas". Edouard Philippe vient raconter ce qu'il vit parce que la politique n'est qu'une histoire d'hommes et d'aventures. Un discours de rupture générationnelle, transgressif sinon dans le fond, au moins dans la forme, même s'ils n'ont rien inventé, le jeune président Valéry Giscard d'Estaing s'était prêté avant eux à cette communication mêlant narcissisme et part de vérité à partager avec chaque français. Mais c'est vrai qu'Emmanuel Macron et Edouard Philippe nous ont parlé différemment de ce à quoi on était habitués."

Le Point

Face au discours de Macron à Ouagadougou, l'Afrique attend de voir

REVUE DE PRESSE. Très méfiante au départ, la presse ouest-africaine note qu'Emmanuel Macron a marqué quelques points avec son discours à Ouagadougou, mais elle attend des actes.

Publié le 29/11/2017 à 15:08 | Le Point Afrique

Le président français, Emmanuel Macron, avec sur la tête un chapeau traditionnel burkinabè, aux côtés du président Roch Marc Christian Kaboré, qui fait de même dans une salle de classe de l'école Lagm-Taaba, à Ouagadougou, le 28 novembre 2017. © LUDOVIC MARIN / POOL / AFP

[Facebook](#) [Twitter](#) [Google+](#) [Linked In](#) [Viadéo](#) [Agandir le texte](#) [Réduire le texte](#) [Imprimer](#) [Commenter](#) [Envoyer par mail](#)
[Burkina Faso](#)

Ce n'était pas gagné. Dès l'arrivée d'Emmanuel Macron à Ouagadougou ce lundi 27 novembre en fin de soirée, on sent bien, en parcourant la presse burkinabè, que cette visite soulève moins l'enthousiasme que la réticence et la méfiance. D'autant qu'elle provoque aussi quelques étincelles dans la capitale. « Macron est là, la tension aussi ! » titre le site d'info nationale Wakat Sera. « Ouagadougou la belle » a beau s'être faite « encore plus coquette pour recevoir Emmanuel Macron », selon *L'Observateur Paalga*, elle « hérissé le poil », nous explique Wakat Sera. « Les déclarations et les appels à manifester ont rivalisé avec les points de presse et autre « rebaptême » de l'avenue Charles-de-Gaulle en boulevard Thomas-Sankara, du nom du père de la révolution burkinabè, pour faire de cette visite, un événement sous haute tension. Pêle-mêle, les « anti-impérialistes » et révolutionnaires ont retoqué leurs costumes datant pour certains de Matusalem et pour d'autres de l'insurrection populaire d'octobre 2014 pour dire tout leur

mécontentement de cette visite qu'ils assimilent à une perpétuation de la colonisation », rapporte le site burkinabè. Ambiance.

Au départ, un certain scepticisme

Dans son éditto, le quotidien L'Observateur Paalga affiche, lui, l'incrédulité, sans se départir de sa légendaire ironie. « Quel cours magistral Jupiter va-t-il dispenser ? » se demande-t-il dans son titre. « Cette allocution du président français est, dit-on, très attendue. Mais par qui ? » poursuit-il. « Les mots seront sélectionnés, pesés et soupesés, par les huiles, les spin doctors, les plumes et les conseillers spéciaux de l'Élysée. *Jupiter*, lui, y apportera sa touche personnelle et finale. Pas question de fausse note ou d'expression qui froisse la susceptibilité. Mais, au-delà de tous ces soins sémantiques et syntaxiques, que faut-il attendre de particulier de ce *discours fondateur* ? » écrit Alain Saint-Robespierre, comme rompu au cynisme en politique de l'ancienne puissance coloniale. « Les locataires se succèdent au 55, rue du Faubourg-Saint-Honoré, les engagements de rupture avec un certain passé se multiplient, le vieil ordre politique demeure », constate-t-il. Que faut-il donc attendre aujourd'hui de la France ? Cette question est sur de nombreuses lèvres en Afrique de l'Ouest.

Même le site d'info Sidwaya prend quelques pincettes lorsqu'il titre « Fofu Macron », un terme qui signifie « Bienvenu » en fulfulde. Il croit en effet bon de rappeler que « l'hospitalité a toujours été l'une des caractéristiques du pays des hommes intègres. « Malgré nos divergences sur l'opportunité de cette visite pour les Burkinabè, il est de tradition chez nous de rendre le séjour de l'étranger agréable », écrit Rabankhi Abou-Bâkr Zida. Le journaliste se demande d'ailleurs s'il n'y a pas « un changement de perception de la France » à l'égard du Burkina Faso. « Après le séjour de Jacques Chirac en novembre 2004 lors du 10e Sommet de la francophonie, ses successeurs Nicolas Sarkozy et François Hollande n'ont pas daigné y mettre les pieds », note-t-il. Mais, après ce « Fofu » de rigueur, la mise en garde ne tarde pas à tomber : « les Burkinabè et les Africains de façon générale, suffisamment gavés de discours depuis de longues années, n'attendent que des actes à même de changer fondamentalement leur vécu. »

Affaires Sankara et Zongo : les bonnes dispositions de la France

Et puis vient le discours à l'université Ouaga-I-Professeur-Joseph Ki-Zerbo, ce mardi 28 novembre. Comme Barack Obama qui avait choisi de s'adresser aux étudiants d'Accra, capitale du Ghana, pour sa première visite en tant que président sur le continent africain en 2009, Emmanuel Macron – qui s'est déjà rendu depuis son élection sur des théâtres d'opérations militaires au Mali – décide lui aussi de mettre l'accent sur la jeunesse burkinabè. Et juste avant son adresse aux étudiants, ces deux annonces : la déclassification des archives françaises sur l'assassinat de l'ancien président Thomas Sankara ; un engagement à faire « tout pour faciliter » l'extradition au Burkina Faso de François Compaoré, frère de l'ancien président déchu Blaise Compaoré, arrêté en octobre en France dans l'enquête sur l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en 1998. Avec ces déclarations, « Emmanuel Macron a réussi, avant son grand oral (...), à mettre toute la nation dans les dispositions d'écoute », estime Le Pays.

Un discours qui « a tenu toutes ses promesses »

Un grand oral qui, selon le quotidien burkinabè, « a tenu toutes ses promesses ». Il en retient « deux symboliques fortes ». D'abord, en dépit de « l'hostilité ambiante », « Emmanuel Macron n'a pas craint d'aller livrer son message dans le foyer incandescent de la contestation qu'est le milieu étudiant ». Ensuite, note *Le Pays*, le discours s'est déroulé dans « l'amphithéâtre de l'Union africaine réalisée par le guide de la Jamahiriya arabe libyenne, Muammar Kadhafi, dont la mort violente, ironie du sort, est intervenue suite à l'ingérence d'un des prédécesseurs de Macron, en l'occurrence l'ex-président français Nicolas Sarkozy, dans les affaires intérieures de la Libye ».

Pour le site Aujourd'hui au Faso, Emmanuel Macron a aussi marqué un point en faisant référence à Thomas Sankara. « En entamant son grand oral censé être fondateur d'un nouveau partenariat Afrique-France par le *Oser inventer l'avenir* de Thomas Sankara, idole d'une jeunesse désabusée de la politique et du politique, Emmanuel Macron mettait les 800 étudiants burkinabè bondés dans l'amphi dans une bonne disposition d'esprit. Et pas seulement : il savait qu'il surfait sur une vague porteuse au Faso, car ce sont les mêmes jeunes, des sankaristes (dont la quasi-totalité n'a pas connu le fringant capitaine), qui ont justement été les artisans de l'insurrection de fin octobre 2014, et donc de facto de la renaissance démocratique. D'où l'applaudimètre qu'il a crevé par un standing ovation. La bombe estudiantine, dont certains craignent la déflagration par des huées, ou tout autre incident, venait d'être désamorcée », relève Sam Chris.

D'autres attitudes apparaissent moins louables aux yeux de ce journaliste. Il taxe par exemple de « flagornerie » la déclaration de « Macron l'enchanteur » selon laquelle « il n'y a plus de politique africaine de la France », s'amuse de son « funambulisme langagier » (« moi-même, je suis pas anti-impérialiste ») et regrette encore l'« emploi intempestif du « je veux » (qui) renvoie à ce paternalisme (de la France NDLR) à rebrousse-poil ».

Migrations, franc CFA, démographie : quelques bons points

Sur le discours, *Le Pays* retient quelques citations : « À propos de la crise migratoire sur fond de commerce d'esclaves en Libye, Macron a laissé entendre ceci : *La tragédie de ce que j'appelle les routes de la nécessité (...), le pire désastre de notre histoire partagée, il faut le nommer pour agir avec force.* À propos de la démographie : *Quand vous voyez des familles de 6, 7, 8 enfants par femme, êtes-vous sûrs que cela soit le choix de la jeune fille ? Je veux qu'en Afrique, partout, une jeune fille puisse avoir le choix. (...) C'est une conviction profonde, qui m'a poussé à faire de l'égalité femme-homme une grande cause de mon mandat. La démographie peut être une chance, mais à condition que chaque femme puisse choisir son destin.* »

À propos de la démographie, dont une de ses précédentes déclarations en juillet avait suscité un tollé, Emmanuel Macron a profité de l'occasion pour faire amende honorable, regrettant d'avoir évoqué un problème « civilisationnel ».

Une mise au point appréciée par le site guinéen Le Djely. « On peut saluer l'humilité dont il a fait montre en reconnaissant le tort dont il s'était rendu coupable quand il avait abusivement rattaché le sous-développement du continent africain à un retard civilisationnel », note Boubacar Sanso Barry dans un article intitulé « Macron en Afrique : profession de foi plutôt réussie ».

Selon l'éditorialiste du site « dépositaire de l'information », « l'honnêteté oblige à reconnaître qu'Emmanuel Macron a réussi le pari du discours de Ouagadougou. Comme ayant cerné son

auditoire, il a su lui servir le message qu'il avait besoin d'entendre ». Et de qualifier de « courageuse » la décision de déclassifier les archives sur l'assassinat de Thomas Sankara. « Par ailleurs, même s'il est apparu plus nuancé qu'il ne l'avait été au sujet de la colonisation de l'Algérie, Emmanuel Macron continue toutefois d'aborder ce passé trouble des relations euro-africaines de manière plutôt décomplexée. C'est également louable de sa part de n'avoir pas cherché à éluder la question sensible du franc CFA. Tout au contraire, il laisse ouvertes toutes les options », ajoute Boubacar Sanso Barry.

À présent, les actes !

Reste au président français à passer aux actes. Et, sur point, la presse ouest-africaine est unanime. « Après le parler-vrai, Macron doit passer à l'agir-vite », titre Wakat Sera. « Le scepticisme est grand quand on sait que les prédécesseurs de Macron se sont tous illustrés par des discours du genre, mais qui, au finish, n'ont rien changé dans les relations entre la France et l'Afrique », explique *Le Pays*. « Pour demeurer fidèle à la logique selon laquelle il s'est davantage adressé à la jeunesse du continent africain, Emmanuel Macron, à l'image de Donald Trump, doit démontrer qu'il est réceptif à la clameur sourde qui monte des entrailles de l'Afrique contre le phénomène du pouvoir à vie. C'est seulement quand il aura honoré ces différents engagements et comblé ces attentes pressantes que le président français aura démontré qu'il est président de la rupture dans les rapports entre la France et l'Afrique », conclut quant à lui Boubacar Sanso Barry dans *Le Djely*. Enfin, *Le Pays* estime dans un autre article intitulé « Face-à-face étudiants : l'exercice a manqué de régal » que les étudiants burkinabè n'ont pas été à la hauteur. Et se montre sévère. Avec « des questions qui, quand elles ne volaient pas haut, franchement, étaient au ras des pâquerettes, et donnaient parfois l'impression que les vis-à-vis de *Jupiter* ne savaient ni être attentifs au contenu de son discours ni prendre des notes ». « Il faut avoir le courage et l'humilité d'en prendre conscience et de se mettre au travail », assène le quotidien ouagalais.

JEUNE AFRIQUE

À Ouaga, le regard des Burkinabè sur l'« effet Macron »

29 novembre 2017 à 15h36 — Mis à jour le 29 novembre 2017 à 23h05

Par Nadoun Coulibaly - Correspondant à Ouagadougou



Au lendemain du « discours de Ouagadougou » d'Emmanuel Macron, les réactions sont mitigées. Si certains saluent le franc-parler et le style du président français, d'autres soulignent un discours « vide » ou « propagandiste ».

Il était attendu au tournant. Plusieurs organisations de la société civile et des syndicats avaient même organisé des manifestations contre « l'impérialisme » de l'ex-puissance coloniale accusée de « piller les ressources naturelles du pays via des multinationales ». Emmanuel Macron aura cependant tenu bon. Pour son [grand oral devant plus d'un millier d'étudiants burkinabè](#), le président français n'a éludé aucun sujet.

Affaire Sankara, extradition de François Compaoré, lutte contre le terrorisme, jeunesse... Il a tout abordé, sans détour. Et à Ouaga, l'[« effet Macron » continue de faire réagir](#).

« Déjà entendu »

« Son discours a l'air d'attirer les Africains », estime Tiibo Nassa. Le leader du mouvement « Deux heures pour nous, deux heures pour Kamita », qui protestait mardi devant l'université Ouaga alors que le président français s'y adressait « à l'Afrique » tempère cependant aussitôt. « C'est un discours propagandiste, vide de sens. C'est du déjà entendu », critique-t-il d'un ton acerbe.

Les critiques sont nombreuses. Sur la forme, essentiellement. Un épisode, en particulier, suscite une vague d'indignation, notamment sur les réseaux sociaux. Interpellé par un étudiant sur les délestages sur le Campus, Emmanuel Macron lance, d'un ton hilare : « C'est à votre président de régler cela ! » Se tournant vers le fauteuil de Roch Marc Christian Kaboré, il découvre alors que le président burkinabè s'est éclipsé. « Oh il est reparti... Reviens ici ! ». Et le président de se tourner vers la salle : « Il va réparer la clim ».

Son franc-parler a fait impression

Sur les principaux sujets abordés au cours des plus de deux heures et demi de discours et de face-à-face entre le président français et les étudiants – lutte contre le terrorisme, affaire Sankara, franc CFA, jeunesse, migration, extradition de François Compaoré -, Macron était très attendu. Son franc parler semble avoir fait impression, qu'elle soit bonne ou mauvaise.

L'effet Macron, c'est le courage qu'il a eu de dire, à Ouagadougou, que c'est aux Africains d'assumer leurs responsabilités

« Sur la question du franc CFA, Macron nous renvoie à nos chefs d'État sur lesquels nous devons accentuer la pression pour sorti de cette monnaie coloniale », lance l'activiste Hervé Ouattara. A la tête d'une organisation de la société civile qui dénonce le fonctionnement actuel du CFA, il émet cependant des réserves : « Ça reste un discours politique. Nous attendons désormais des actes concrets sur le terrain, même si Macron a rappelé qu'il n'est pas un président colonisateur ».

Contrairement au discours prononcé dix ans plutôt à Dakar par Nicolas Sarkozy, qui avait provoqué un tollé sur le continent, Emmanuel Macron semble avoir séduit plus d'un Africain. « L'effet Macron, c'est le courage qu'il a eu de dire, à Ouagadougou, que c'est aux Africains d'assumer leurs responsabilités », note Guy Hervé Kam, avocat et porte-parole du Balai Citoyen, l'un des mouvements de la société civile à l'avant-garde de l'insurrection populaire d'octobre 2014.

La levée du secret-défense sur Sankara saluée

En s'engageant en faveur de la levée du secret-défense sur les archives françaises concernant Thomas Sankara, Macron marque une rupture. Cette annonce a sonné comme une victoire d'étape pour les partisans du père de la Révolution Burkinabè, qui attendent toujours que la lumière soit faite sur son assassinat le 15 octobre 1987. D'autant qu'ils sont nombreux, au Burkina comme ailleurs, à considérer que la France a eu un rôle dans le meurtre du président burkinabè.

« La commission rogatoire du juge burkinabè va connaître un dénouement au plus vite afin que l'on puisse aller véritablement à un procès qui va – enfin – situer les responsabilités dans l'assassinat du président Sankara et ses douze compagnons », se félicite ainsi Me Bénéwendé Stanislas Sankara, l'un des avocats de la famille Sankara.

« Si les africains ne veulent plus de la Françafrique, qu'ils arrêtent de tendre la main à l'Occident », rétorque Guy Hervé Kam, regrettant au passage ce qu'il qualifie de « tapage » autour de la visite du président français. « Je comprends qu'il y ait des ressentiments envers la France et que des gens veulent manifester. En revanche, je comprends moins que l'on veuille s'opposer à sa venue. La France est un partenaire du Burkina », souligne-t-il.

La jeunesse africaine au cœur du discours d'Emmanuel Macron



Emmanuel Macron à l'université Ouaga 1, le 28 novembre 2017, face aux étudiants burkinabè.

© REUTERS/Philippe Wojazer

Par **RFI** Publié le 28-11-2017 Modifié le 29-11-2017 à 06:14

Près de 3 heures de discours et de face-à-face entre les étudiants et le président français à l'université de Ouagadougou au Burkina Faso.

Emmanuel Macron a tenu ce mardi midi son premier grand oral africain. « Il n'y a plus de politique africaine de la France », a-t-il déclaré. Comment tout cela a-t-il été perçu sur place ?

Avec notre envoyé spécial à Ouagadougou, Christophe Boisbouvier

Pour faire simple, on peut dire qu'il a fait un tabac parce que d'abord il a eu **un discours** dans lequel il n'a pas oublié les étudiants. Justement, il a parlé notamment de cette proposition de créer un visa long séjour pour les étudiants africains qui viennent en France et qui après ne veulent plus revenir dans leur pays de peur de ne plus jamais pouvoir revenir en France un jour.

Il leur dit : « *non, rentrez dans votre pays. Si vous êtes médecin, allez exercer votre art au Bénin et je vous promets qu'avec ce visa long séjour, vous pourrez revenir plus tard en France.* » C'est ce qu'il appelle le « visa de circulation de longue durée ». Cela est une proposition qui a fait mouche.

Il y a aussi sur le plan de la démographie - c'était dans la partie des questions de la fin de la séance une partie assez agitée. Il a été attaqué notamment sur ce fameux mot : « *S'il y a trop d'enfants, c'est un phénomène civilisationnel, et je regrette d'avoir eu ce mot* ». Le président Kaboré était juste à ses côtés à ce moment-là et il a eu raison de lui faire ce reproche. « *Je retire ce que j'ai dit sur ce plan-là. En revanche, je continue de penser que 7 ou 8 enfants par femme dans certains pays, ce n'est pas normal. Et peut-être qu'un certain nombre de femmes qui ont autant d'enfants ne le souhaitent pas* ».

Il a beaucoup insisté, cela a été un des points centraux de son discours sur l'**égalité homme-femme**, aussi bien « *en France, a-t-il dit, qu'en Afrique* ». Ce qui a réjoui toutes les jeunes femmes. J'étais à côté d'un certain nombre de jeunes étudiantes et elles applaudissaient à tout rompre. Il y avait une forte proportion de femmes dans cet amphithéâtre.

Puis, il y a eu un moment assez fort. C'était au début des questions, quand une jeune femme a dit « *Qu'est-ce que viennent faire vos soldats français chez nous ?* » et quand il a dit « *Mais écoutez, les soldats français qui sont là, certains sont morts pour vous sauver* ». Et là, la salle pouvait partir dans un sens ou dans un autre. La salle est partie de son côté. Il a provoqué une salve d'applaudissements.

Enfin sur la démocratie, il n'était finalement pas très interrogé sur la démocratie dans les autres pays africains. C'était assez centré sur le Burkina Faso. Il a eu ce mot : « *La démocratie, vous avez gagné ce combat dans votre pays, mais il reste sur le continent une grande partie de la population africaine qui n'a pas pu gagner ce combat* ».

On pense évidemment à tous les pays qui sont toujours gouvernés par des régimes sans alternance. Et il a eu cette petite phrase : « *Ceux qui pensent qu'on peut avoir le même pouvoir pendant des décennies, eh bien ça ne va pas* ».

C'était pas vraiment un discours qui veut sortir le peuple burkinabè et africain de leurs souffrances

Les réactions d'étudiants burkinabè à Ouagadougou
28-11-2017 - Par RFI

00:00
00:00

En France, réaction mitigée des députés de l'opposition

« *Je regrette qu'Emmanuel Macron ait choisi d'évoquer ce qu'il appelle les crimes de la colonisation.* » A droite, ce sont les propos du président sur l'histoire de la France et du continent africain qui ont immédiatement fait réagir. Guillaume Larrivé en a marre de la repentance : « *Je pense que c'est aux historiens de dire l'histoire, ce n'est pas au président de la République.* »

Une analyse aux antipodes de celle de Clémentine Autain. La députée de La France insoumise se réjouit au contraire que le président Macron parle d'histoire, qu'il déclassifie tous les documents sur l'assassinat de Thomas Sankara : « *Je prends acte de cette très bonne nouvelle.* »

Sa réserve vient plutôt des annonces en matière d'aide au développement : 0,55% d'ici 2022 c'est bien, à condition que cela soit fait : « *Je dis faisons attention entre l'annonce et la réalité des actes qui sont posés dans le budget. La France est la 6e puissance économique mondiale et simplement le 12e contributeur en matière d'aide au développement.* »

Même prudence du côté des « constructifs » et des socialistes, où on rappelle que pour financer la mesure, il faudra trouver 6 milliards d'euros.

RFI

Macron à la conquête des Africains



Par Tanguy Berthemet

Mis à jour le 28/11/2017 à 11h55 | Publié le 27/11/2017 à 17h34

INFOGRAPHIE – Le président français entame sa première tournée en Afrique par un discours à la jeunesse au Burkina Faso.

Emmanuel Macron attaque ce mardi la première tournée africaine de son mandat. Le voyage, qui le conduit au Burkina-Faso, au Ghana et en Côte d'Ivoire pour un sommet Union européenne et Union africaine est délicat. Le contexte, marqué par la lourde **présence militaire française au Sahel**, le **problème des flux migratoires** qui ne tarissent pas et les soucis budgétaires, fait de ce déplacement bien plus qu'une visite de courtoisie ou qu'une simple rencontre diplomatique. À l'Élysée, on sait que les «attentes sont énormes» au moment où la France voit son «influence en

recul» et son «image pas forcément bonne». Le président français est décidé à «proposer un projet au-delà de ces questions d'images», explique-t-on dans son entourage. En d'autres termes, il entend renverser la tendance.

Pour ce faire, le chef de l'État bénéficie de quelques atouts. Plus encore que ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et François Hollande, le chef de l'État n'a pas de passé en Afrique, pas de réputation sur un continent qu'il connaît peu, si ce n'est par un stage au Nigeria effectué dans le cadre de l'ENA. Il bénéficie aussi d'une certaine bienveillance des populations, qui voient d'un bon œil son jeune âge et sa nouveauté sur la scène politique. «Il a ringardisé pas mal de présidents africains qui sont parfois vieux et traînent en politique depuis des décennies», sourit un conseiller d'un chef d'État africain.

Sécurité et développement

« Macron veut faire un discours fondateur, comme Obama au Caire. C'est ambitieux »

Rinaldo Depagne, analyste Afrique de l'Ouest pour le centre de recherche ICG

Ce bon a priori ne suffira pas à lui assurer la réussite du déplacement. Ce premier vrai voyage, après deux passages éclairés au Mali dans un cadre purement sécuritaire, est l'occasion de prononcer son discours de politique africaine, un exercice devenu un passage obligé pour les présidents de la Ve République qui n'en est pas moins risqué. À Dakar, Nicolas Sarkozy avait commis une énorme erreur que l'Afrique ne lui a jamais totalement pardonnée en affirmant que l'«**homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire**». Emmanuel Macron a, comme Nicolas Sarkozy à Dakar, choisi de s'adresser à la jeunesse, dans un discours prononcé à l'université de Ouagadougou devant un parterre d'étudiants. Pour cette «prise de parole», le choix du Burkina Faso était «évident», de l'aveu même de l'Élysée: centre d'une **insurrection populaire contre le régime autoritaire** de Blaise Compaoré en 2014, le pays a ensuite connu une transition et une élection libre qui en font aujourd'hui un exemple.

Celui de l'université est nettement plus osé. La jeunesse du Burkina est très politisée et très engagée, et demeure critique à l'égard de l'ex-puissance coloniale, soutien fidèle de Blaise Compaoré. «Le public est loin d'être acquis d'avance», reconnaissent les proches du président, qui arrivera dans une posture «d'humilité». Le contenu du discours est encore largement confidentiel. Préparé en grande partie avec le Conseil présidentiel pour l'Afrique, une structure montée en août dernier, il «fixera un cadre» et «une vision personnelle» et devrait évoquer l'éducation, mais aussi le développement et la migration. «Macron veut faire un discours fondateur, comme Obama au Caire. C'est ambitieux», estime Rinaldo Depagne, analyste Afrique de l'Ouest pour le centre de

recherche International Crisis Group (ICG). Reste que, si l'initiative présidentielle ne se double pas de propositions concrètes, elle risque fort de décevoir des étudiants avides de soutien. L'originalité devrait tenir dans le fait que le président, comme à la Sorbonne, se prêtera à un jeu de questions-réponses avec les étudiants. «C'est une vraie modernité qui instaure une proximité intellectuelle», souligne le chercheur. C'est aussi là que réside le risque pour le président, qui ne pourra sans doute pas éviter d'évoquer des sujets très sensibles au Burkina, à commencer par les circonstances de l'assassinat du président Thomas Sankara, en 1987, derrière lequel beaucoup voient la main de Paris.

Le sommet devrait en fait être très largement consacré à la question migratoire, rendue plus aiguë encore par la mise en lumière par CNN de l'existence de véritables marchés aux esclaves

À ce discours qui se veut «nouveau» répondra un autre, plus formel, prononcé mercredi à Abidjan devant ses homologues européens et africains dans le cadre du sommet. Cette réunion, prévue de longue date, devait permettre à Emmanuel Macron d'insister sur l'un des grands axes de sa politique africaine: une plus grande implication européenne dans la sécurité et dans le développement économique du continent. Mais le sommet devrait en fait être très largement consacré à la question migratoire, rendue plus aiguë encore par la mise en lumière par CNN de l'existence de **véritables marchés aux esclaves**. Ces images ont profondément choqué, particulièrement en Afrique, où l'on reprochait déjà aux Européens leur décision de confier aux autorités libyennes la gestion des camps de migrants. Plusieurs voix, comme celle de Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, se sont fait entendre pour exiger une conférence à Abidjan sur ce drame, et évoque la création de task forces pour porter secours aux migrants en danger. L'Europe n'a pas donné de réponse mais souhaite, au minimum, que les pays africains s'engagent plus pour démanteler les filières de traites humaines. «Pour l'instant, il n'y a que le Niger qui fasse réellement quelque chose à ce sujet», souligne un diplomate.

Emmanuel Macron doit terminer, jeudi, son périple au Ghana, une étape destinée à marquer l'intérêt de la France pour l'Afrique au-delà de l'ancien pré carré francophone et son ouverture. Le dialogue avec son homologue Nana Akufo-Addo, élu quelques mois avant lui, sera sans doute largement occupé par le cas du Togo, secoué depuis plusieurs mois par des manifestations hostiles au gouvernement.

Entre l'Europe et l'Afrique, la sécurité conditionne l'aide au développement

Un sommet réunit les dirigeants de l'Union africaine et de l'Union européenne à Abidjan, mercredi et jeudi.

Par **Jean-Pierre Strobants** (Abidjan, envoyé spécial)

LE MONDE Le 28.11.2017 à 10h45 • Mis à jour le 29.11.2017 à 08h00

Réagir Ajouter

Partager (76) [Twitter](#)

image: http://img.lemde.fr/2017/11/29/0/0/5063/3604/768/0/60/0/5927ed8_2401-1248ib7.0zyck.jpg



Tout faire pour que le sommet entre l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE) ne se focalise pas seulement sur la question des migrations : c'est la consigne répétée, à Bruxelles comme à Abidjan, la capitale économique ivoirienne où doit se tenir, mercredi 29 et jeudi 30 novembre, cette réunion entre les principaux dirigeants des deux continents. « *Nous ne souhaitons pas que ce soit le seul thème évoqué, mais il serait surprenant qu'il en soit autrement* », regrette un diplomate bruxellois.

La situation des migrants en Libye et les récentes révélations sur les pratiques esclavagistes qui s'y répandent – un « *crime contre l'humanité* », selon le président français Emmanuel Macron – obligeront la diplomatie européenne à sortir d'un silence souvent embarrassé quant à son rôle dans ce pays et à formuler des propositions « *plus concrètes, plus précises* » que celles du précédent sommet avec l'Afrique, selon l'un des « sherpas » à l'œuvre sur les conclusions de la rencontre.

A Malte, en novembre 2015, alors que les naufrages se multipliaient et que la route des Balkans était empruntée par des dizaines de milliers de migrants, les Européens avaient promis à leurs homologues africains 1,8 milliard d'euros pour soutenir l'emploi, les investissements, la lutte contre la radicalisation et la « bonne gouvernance ». Ils évoquaient aussi une politique de mobilité pour certains Africains, avec l'ouverture de canaux légaux de migration. En contrepartie, ils demandaient aux dirigeants africains d'accepter plus facilement le retour de déboutés du droit d'asile.

Hasard ? Ce seront, une nouvelle fois, les thèmes des « ateliers » ouverts à Abidjan, même si celui de la radicalisation a cédé la place au concept plus général de « paix et sécurité » et si le fil conducteur des discussions est censé être « la jeunesse ».

« Facteurs déclenchants »

Après Malte, de nombreux diplomates africains exprimaient leur frustration, jugeant que les Européens voulaient surtout faire en sorte que la Turquie maintienne sur son territoire des centaines de milliers de candidats à l'exil, en échange d'une aide financière massive. Un pari difficile, mais qui a globalement réussi.

« *Aujourd'hui, nous espérons que l'on pourra évoquer les vraies questions qui se posent à nous et sont les facteurs déclenchants de la migration : la misère, la guerre, la détérioration du climat, en somme, le manque d'espoir* », commente un ambassadeur africain à Bruxelles. Il reste toutefois sceptique : certains pays européens veulent avant tout parler des politiques de retour, voire d'une révision de la Convention des Nations unies sur le statut des réfugiés.

Lire aussi : Dans un Tchad ruiné, le mirage européen

Evoquant « *un virage* » dans les liens entre les deux continents, Bruxelles et les dirigeants européens promettent toutefois autre chose : une « *vraie relance* » de ces relations afin d'œuvrer à la stabilité de l'Afrique.

Sur le plan économique, l'UE évoque des « *partenariats* », l'amélioration du climat des affaires, une augmentation des investissements et des prêts ou encore une aide au développement des énergies renouvelables. L'éducation doit être un autre axe prioritaire.

Répétant que son sort est, en grande partie, directement lié à celui de l'Afrique, qu'elle reste le principal partenaire économique de celle-ci, ainsi que son premier fournisseur d'aides (21 milliards d'euros au total), son premier investisseur (32 milliards) et le premier garant de sa sécurité (elle finance sept missions civiles et militaires), l'UE ne peut masquer son inquiétude face au rôle grandissant qu'y jouent la Chine, l'Inde, le Japon, voire la Turquie.

« Nous n'agissons pas à l'aveugle »

Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat américain, vient, quant à lui, de réunir les principaux dirigeants africains à Washington pour évoquer des thèmes assez proches de ceux qui seront débattus à Abidjan.

« A l'Afrique de travailler aux solutions. Nous sommes là pour la soutenir, en tant que partenaire stable et fiable, qui entend le rester et se distingue, contrairement à d'autres, par sa proximité », insiste un diplomate européen. Un autre est plus clair encore : *« Il est bien entendu de notre intérêt de maintenir un partenariat très étroit. Mais nous n'agissons pas à l'aveugle. Dans le domaine de la sécurité, notamment, les Africains doivent prendre leur part de l'effort que nous fournissons au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. »*

L'une des priorités d'Emmanuel Macron, lors de ce sommet et de sa tournée africaine, est d'ailleurs d'obtenir que les Européens, mais aussi les Africains, s'engagent à soutenir le projet de coopération G5 Sahel, qui réunit cinq Etats de la région et lie développement économique et questions sécuritaires. Le financement de sa force militaire, censée combattre les groupes djihadistes mais aussi les trafiquants de drogue et de migrants, reste problématique.

Lire aussi : Comment l'Europe sous-traite sa politique migratoire

Signe des temps, une attaque non revendiquée contre des soldats français a précédé, lundi, l'arrivée à Ouagadougou du président français. Des individus encagoulés à moto ont lancé une grenade contre un véhicule français dans le nord de la capitale du Burkina Faso. Ils n'ont pas atteint leur cible mais ont blessé trois riverains dont un grièvement.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/28/entre-l-europe-et-l-afrique-la-securite-conditionne-l-aide-au-developpement_5221365_3212.html#yFesoRKwugcHQc5k.99

Emmanuel Macron au Burkina Faso : une visite inédite et symbolique sur fond de polémiques

27 novembre 2017 à 16h22 — Mis à jour le 27 novembre 2017 à 20h30

Par Nadoun Coulibaly - Correspondant à Ouagadougou

Partager
Tweeter
Share
Envoyer



La capitale burkinabè retient son souffle à quelques heures de l'arrivée du président français. Première étape de sa tournée africaine, Ouagadougou se prépare à accueillir le président français sur fond de polémiques.

La capitale burkinabè retient son souffle à quelques heures de l'arrivée du président français, prévue à 22h GMT, ce lundi soir. Appels à manifester contre appel au calme du gouvernement, fermeture des écoles, principales artères parées du drapeau des deux pays... Jamais une visite d'un chef d'État n'a suscité autant de débats. « Le gouvernement veut la continuité avec la France alors que certains acteurs de la société civile burkinabè prône un changement radical dans les relations franco-africaines », résume le politologue et enseignant à l'université de Ouagadougou, Abdoul Karim Saidou.

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Le CFA en débat

Au cœur de cette politique de rupture prônée par la société civile, il y a [la question du franc CFA](#). La monnaie commune à quatorze ex-colonies françaises d'Afrique de l'Ouest et du Centre fait l'objet de vifs débats en raison de la fixité de la parité entre le franc CFA et l'euro. Ses détracteurs dénoncent également la convertibilité libre et

illimitée entre les deux monnaies. Des caractéristiques qui donnent droit, en cas d'épuisement de réserves de change, à un découvert « illimité » autorisé sur le compte du pays concerné auprès du Trésor public français.

Nous aimerions que la France cesse son soutien aux dictateurs africains

Pour sa part, le porte-parole du Balai citoyen, l'artiste Serge Bambara – alias Smockey – dénonce une « polémique inutile » autour de la visite de Macron au Burkina. « Certaines visites, comme celle du président ivoirien Alassane Ouattara, auraient dû susciter plus de tollé parce qu'il [Ouattara, NDLR] est de plus en plus suspecté d'avoir soutenu le putsch raté de mi-septembre 2015 », fustige-t-il.

« Nous aimerions que la France cesse son soutien aux dictateurs africains. Pour le reste, il appartient au président du Faso de jouer sa partition », observe cependant Smockey.

>>> **A LIRE – Emmanuel Macron en Afrique : pourquoi le Burkina Faso ?**

Autre sujet qui fâche : l'assassinat de Sankara

L'arrivée du président français fait couler beaucoup d'encre, et les sujets sur lesquels il est interpellé avant même sa descente d'avion sont nombreux. Plusieurs organisations de la société civiles burkinabè ont appelé à manifester « contre le pillage des ressources naturelles par les multinationales impérialistes », notamment françaises. Autre critique qui revient dans les tracts et appels de la société civile : la présence militaire française dans le pays, qui accueille une force spéciale d'environ 150 hommes.

Ces organisations réclament également des actes forts de Paris en vue d'élucider le rôle présumé de l'ex-puissance coloniale dans [l'assassinat du président Thomas Sankara en octobre 1987](#).

La justice militaire burkinabè, qui a enquête sur les circonstances de la mort du père de la révolution d'août 1983, demande la levée du secret défense pour accéder à certaines archives françaises. L'objectif est d'étayer les [liens supposés de certaines personnes – résidentes en France – avec les auteurs du coup d'État du 15 octobre 1987](#). « Je pense qu'il y a un conflit d'intérêt entre la France et le Burkina sur cette question », estime Abdoul Karim Saidou.

« Beaucoup de jeunes africains aspirent à une rupture dans la politique étrangère de leur pays. Ils réclament un vrai débat sur la question du franc CFA, et sur la présence militaire française en Afrique », explique l'universitaire, Abdoul Karim Saidou, qui estime que les Burkinabè attendent un « acte fort » concernant le cas François Compaoré. Le frère cadet de l'ancien président Blaise Compaoré en exil depuis sa chute en octobre 2014 est poursuivi par la justice burkinabè pour son rôle supposé

dans l'assassinat du célèbre journaliste d'investigation, Norbert Zongo en décembre 1998.

>>> **A LIRE – Qui a tué Sankara ? Retour sur une affaire d'État, 30 ans après...**

Appels à manifester et fermeture des écoles

Attendu ce lundi dans la nuit à Ouagadougou, Macron va prononcer son discours de politique africaine devant quelques 800 étudiants, mardi sur le campus de Zogona. Et comme Nicolas Sarkozy, qui livrait il y a dix ans à Dakar un discours ayant déclenché **une vague de critiques**, Emmanuel Macron vient s'adresser « à l'Afrique ».

« Macron est un président jeune qui veut s'adresser à la jeunesse africaine. Quoi de plus pertinent que de venir au Burkina où les jeunes ont pris leurs responsabilités avec l'insurrection populaire d'octobre 2014 ? », salue Abdoul Karim Saidou. Pour le politologue, cette visite est également une « victoire symbolique » de la diplomatie burkinabè.

Nous espérons un réel changement après ce discours. Nous attendons ce qu'il va nous dire...

Mais au Burkina Faso, Emmanuel Macron ne foulera pas le sol d'un pays en « chasse gardée ». Il devra prêter une oreille attentive à la fronde lancée par les syndicats et la société civile appelant à manifester contre le « diktat français » en Afrique. A l'université où le président français doit prononcer son discours, l'Union générale des étudiants burkinabè, principal syndicat des étudiants, appelle à se mobiliser.

Face à la fronde annoncée, l'exécutif a lancé plusieurs appels au calme. Et pour prévenir tout risque de débordements, le gouvernement a même décidé de fermer les établissements scolaires de la capitale. Il s'agit, selon l'explication officielle délivrée par les autorités, de « faciliter la circulation ».

Naré Frank, un étudiant du campus où doit s'exprimer le président français, résume pour Jeune Afrique l'atmosphère qui règne : « C'est une bonne chose que Macron s'adresse à la jeunesse africaine depuis Ouaga. Nous espérons un réel changement après ce discours, car beaucoup de jeunes diplômés sont au chômage. Nous attendons ce qu'il va nous dire... »

Emmanuel Macron à Ouagadougou : les messages d'un discours sous haute tension

Par [Ibrahima Bayo Jr.](#) | 28/11/2017, 11:51 | 1419 mots



Le président français Emmanuel Macron lors de son discours à Ouagadougou, au Burkina Faso, le 28 novembre 2017. (Crédits : Reuters) Emmanuel Macron a choisi Ouagadougou pour s'adresser, à travers des centaines d'étudiants burkinabè et étrangers triés sur le volet, à la jeunesse africaine. Voici les grandes lignes de son discours. Article actualisé en direct!

Ouagadougou, ce n'est pas un choix fortuit pour le président français. En pleine préparation de ce discours, Emmanuel Macron souhaitait le faire dans un pays ayant réussi une transition démocratique récente. Son choix s'est donc porté sur le Burkina à l'Université Ouaga 1 devenu en 2015, Joseph Kizerbo, au coeur de la capitale burkinabè.

Pour le contexte, Emmanuel Macron sera aussi comptable du passé de la France. En 2013, en pleine révolution de la rue burkinabè, ce sont des soldats français qui ont permis d'exfiltrer le président Blaise Compaoré vers la Côte d'Ivoire. Comptable aussi d'une relation ambiguë entre la France et ses anciennes colonies, empreinte d'admiration et de rejet. Petite ironie du sort, le président français prend la parole dans l'amphithéâtre Kadhafi à l'Université de Joseph Kizerbo après un accueil mouvementé. Le convoi de la délégation française accompagnant le président aurait été caillassé.

[Hommage à Thomas Sankara](#)

Après des formules de remerciements, le président français a cité une phrase de Thomas Sankara dans cet amphithéâtre "marxiste" en reprenant une formule de l'ancien président burkinabé: "inventer l'avenir".

"Je ne suis pas venu vous dire quelle est la politique africaine de la France car il n'y a plus de politique africaine de la France", a fait savoir le président français dans un discours qui se veut disruptif avec le paternalisme colonial tant reproché à la France.

Regarder l'Afrique dans sa pluralité

"Il y a un continent que nous devons regarder en face. Un continent de 54 pays. (...) Ces barrières qu'on a longtemps mis dans nos analyses ne sont plus celle de l'Afrique. Les barrières anglophones, francophones, lusophones sont des constructions qui doivent évoluer".

"Je suis, comme vous, d'une génération qui a connu la colonisation", ajoute le président français avant de rappeler le combat de Nelson Mandela contre l'Apartheid. "Je suis d'une génération où on ne vient pas dire à l'Afrique quoi faire, quelles sont les règles".

Le président français veut montrer une volonté de reconnaître un passé peu glorieux pour la France sur le Continent où elle est très critiquée, mais aussi une volonté annoncée de vouloir changer d'approche.

Afrique, le Continent de l'avenir

"Je ne serai pas du côté de ceux qui voient dans l'Afrique le continent des crises et de la misère mais je ne serai pas de ceux qui y voient un continent enchanté ou de ceux qui ignorent les difficultés de votre quotidien. Je suis du côté de ceux qui pensent que l'Afrique n'est ni un continent perdu, ni un continent sauvé" "C'est le continent de l'avenir"

Terrorisme, développement économique, changement climatique

Les défis cités par le président français sont multiples. Il parle à cette "génération [...] condamnée [...] à réussir" des défis comme "le terrorisme, le développement économique, le changement climatique, qui frappe le Sahel comme aucune autre région, la démographie, l'urbanisation, la démocratie". "Vous connaissez le cumul de tous ces défis, que vous devez relever tous ensemble".

0,55% du PIB français destiné à l'aide au développement

Malgré sa rhétorique qu'il veut loin du misérabilisme, Emmanuel Macron parle de l'"aide publique au développement". Il s'est engagé à la fin de son quinquennat de consacrer 0,55% du PIB de la France à l'aide au développement de l'Afrique.

Mais il planche sur une évaluation de cette "aide publique au développement" qu'il faut rectifier et diriger. "L'aide publique au développement a pu être un argent qui va trop peu vers le terrain. Nous voulons un développement plus au contact du

terrain et des besoins. Nous devons franchir un nouveau seuil. Il faut peut-être un nouveau nom, une nouvelle philosophie, avec une aide publique plus spécifique."

Condamnation de l'esclavage en Libye, évacuation des migrants, asile pour les réfugiés

Comme lors de sa rencontre avec Alpha Condé, président de l'UA, Emmanuel Macron a réitéré sa condamnation de l'esclavage des migrants subsahariens en Libye en *"crime contre l'Humanité"*. *"L'esclavagisme, un crime contre l'humanité. Il faut le nommer pour agir avec force"*

Le président français a également lancé un appel pour une *"solidarité africaine"* dans l'assistance et l'évacuation des migrants bloqués en Libye. Il exhorte aussi les pays africains à collaborer avec les organismes comme l'OIM, L'OFRA pour le rapatriement des migrants dans leurs pays d'origine.

"Nous ne pouvons pas laisser des centaines de milliers d'africains prendre tous les risques dans la Méditerranée". "Il est indispensable d'aider à leur retour". Par ailleurs, la France étudiera sur place les demandes d'asile pour voir qui elle peut recevoir.

Play Video

Politique sécuritariste de la France

"La France a toujours été au côté de l'Afrique quand sa stabilité était en jeu. L'Afrique a elle aussi été au côté de la France quand il en était de même", indique le président qui félicite François Hollande pour son intervention au Mali contre le terrorisme.

Crises démocratiques, constitutions

"Je ne vous donnerai pas de leçons. Le président français n'a pas à expliquer comment appliquer la constitution, l'opposition ou la démocratie. Mais c'est son travail de rendre la démocratie et l'État de droit irréversible.", a fait savoir Emmanuel Macron qui fait remarquer que *"l'Afrique n'a jamais autant connu de conflits internes, d'impasses autour de ses constitutions, autour de ses élections"*

Lutte contre l'obscurantisme en reprenant le leitmotiv de Mohammed VI

Dans un schéma de lutte contre l'obscurantisme, Emmanuel Macron a voulu enfourcher la cheval de la laïcité. *"Je veux parler à vos consciences. Vous pouvez être athées ou vous pouvez croire, mais ne laissez jamais la religion dans laquelle vous croyez vous convaincre qu'elle est une aventure de destruction de l'autre."*

Dans cette lutte contre l'extrémisme, Emmanuel Macron reprend à son compte le leitmotiv de *"l'islam du juste milieu"* promu par le roi Mohammed VI du Maroc à qui il a rendu hommage dans un passage de son discours pour *"sa prise de conscience sur le défi de l'extrémisme religieux"*

Le défi de la démographie

Sous les protestations de la salle, Emmanuel Macron a abordé le thème de la démographie. Pour rectifier sa déclaration fracassante au Sommet du G20, il indique ne pas avoir à dicter à la femme africaine le nombre d'enfants qu'elle doit avoir. Mais cela doit rester le *"choix personnel"* des jeunes filles qui ne *"doivent plus être mariées à 13 ou 14 ans et commencent à faire des enfants"*

Pour l'accès à la santé, le président français souhaite non seulement la formation du personnel de santé mais aussi il veut que *"des financements privés français servent demain à ouvrir des cliniques à Abidjan, Dakar, Ouagadougou"*. Mais aussi aider à *"éradiquer le fléau"* des faux médicaments.

Changement climatique et *smart-city*

Il rappelle l'inauguration d'une centrale solaire avec Roch Marc Kaboré pour lancer le thème du changement climatique qu'il ne faut pas voir comme *"une lubie pour pays développés"*. *"L'Afrique est en première ligne. Elle peut aussi être à l'avant-garde là où l'Europe n'a pas su apporter de solutions."*

Il appelle aussi à relever le défi de l'urbanisation de l'Afrique en mettant en avant le développement de villes intelligentes, les *smart-cities*.

Défis de la mobilité et de l'innovation

Le président français souligne deux *"révolutions fondamentales : la révolution de la mobilité et celle de l'innovation"*. Dans le premier cas, il s'agit de la création d'un visa de plus longue durée en France mais aussi par la facilitation de la circulation à l'intérieur de l'Afrique et entre l'Afrique et la France. *"Je souhaite que ceux qui sont diplômés en France puissent y revenir quand ils le souhaitent et aussi souvent qu'ils le souhaitent grâce à des visas de plus longue durée"*.

"J'appelle les universités et les écoles françaises à ne pas perdre davantage de temps et à développer des parcours croisés auxquels aspirent nos jeunes." Dans le cadre de cette mobilité croisée, Emmanuel Macron souhaite que *"plus de jeunes Français puissent venir travailler en Afrique dans les entreprises ou en stage dans les ambassades en privilégiant les candidats qui parlent ou ont commencé à apprendre une langue africaine"*